

MINISTÈRE DES INFRASTRUCTURES ET DU
DÉSENCLAVEMENT

SECRETARIAT GÉNÉRAL

DIRECTION GÉNÉRALE DES ÉTUDES
ET DES STATISTIQUES SECTORIELLES



BURKINA FASO
Unité - Progrès - Justice

TABLEAU DE BORD STATISTIQUE 2021 DES INFRASTRUCTURES DE TRANSPORT



Novembre 2023

MINISTÈRE DES INFRASTRUCTURES
ET DU DÉSENCLAVEMENT

SECRETARIAT GÉNÉRAL

DIRECTION GÉNÉRALE DES ÉTUDES
ET DES STATISTIQUES SECTORIELLES



BURKINA FASO
Unité - Progrès - Justice

TABLEAU DE BORD STATISTIQUE 2021 DES INFRASTRUCTURES DE TRANSPORT



Réalisé avec l'appui du Fonds Spécial Routier du Burkina (FSR-B)



Novembre 2023

AVANT-PROPOS



Le Ministère des Infrastructures et du Désenclavement (MID) a le plaisir de mettre à la disposition du public son tableau de bord statistique 2021.

Le tableau de bord statistique est un document qui analyse les principaux indicateurs contenus dans l'annuaire statistique. Il est produit annuellement et se veut être un outil d'aide à la prise de décisions. C'est aussi un outil de dialogue et de plaidoyer qui rappelle les efforts qui restent à fournir dans le domaine des infrastructures.

Le tableau de bord statistique 2021 du MID complète, sous une forme analytique, l'annuaire statistique 2021 des infrastructures de transport. Il émane du suivi de la mise en œuvre de la politique du Gouvernement en matière d'infrastructures et de désenclavement. Il permet d'assurer une meilleure visibilité des actions de développement en lien avec ce secteur.

L'élaboration du présent document, IV^{ème} du genre, a suivi un processus participatif impliquant les différentes structures productrices de données du département. J'exhorte tous les acteurs du domaine, quel que soit leur niveau d'implication dans le processus d'élaboration de ce précieux document, à redoubler d'effort pour contribuer à améliorer sa qualité.

Je réitère ma reconnaissance à toutes celles et à tous ceux qui ont, d'une manière ou d'une autre, contribué à l'élaboration de ce document, notamment les structures internes et externes du ministère ainsi que l'Institut National de la Statistique et de la Démographie (INSD), pour leurs appuis techniques, financiers et logistiques.

Mon département reste à la disposition des utilisateurs pour toutes précisions complémentaires, remarques ou suggestions visant à enrichir les éditions ultérieures.

Le Ministre des Infrastructures et du
Désenclavement



Adama Luc SORGHO
Commandeur de l'Ordre de l'Étalon

TABLE DES MATIÈRES

AVANT-PROPOS	III
TABLE DES MATIERES	V
SIGLES ET ABRÉVIATIONS	VII
LISTE DES TABLEAUX	IX
LISTE DES GRAPHIQUES	XI
LISTE DES CARTES	XIII
LISTE DES ANNEXES	XIII
RESUME EXECUTIF	1
CHIFFRES CLES 2021	3
INTRODUCTION	5
I. RESSOURCES FINANCIERES	8
I.1. DOTATION ET CONSOMMATION BUDGETAIRES	8
I.2. BUDGET D'INVESTISSEMENT	10
I.3. BUDGET ALLOUE A LA SAUVEGARDE DES INFRASTRUCTURES ROUTIERES	12
I.4. BUDGET ALLOUE AU DEVELOPPEMENT DU RESEAU ROUTIER CLASSE ET DES PISTES RURALES	14
I.5. SOURCES DE FINANCEMENT	16
I.6. MESURES D'ACCOMPAGNEMENTS	18
I.7. MONTANTS ISSUS DES CONVENTIONS.....	20
II. RESSOURCES HUMAINES	24
II.1. PERSONNEL DU MID	24
II.2. EFFECTIFS DES ELEVES DE L'ECOLE NATIONALE DES TRAVAUX PUBLICS	26
III. INFRASTRUCTURES	30
III.1. INFRASTRUCTURES ROUTIERES	30
III.2. INFRASTRUCTURES FERROVIAIRES ET AEROPORTUAIRES	48
III.3. COUVERTURE CARTOGRAPHIQUE DU TERRITOIRE	50
IV. AUTRES STATISTIQUES DU MINISTERE	56
IV.1. AGREMENTS TECHNIQUES	56
IV.2. MARCHES PUBLICS.....	58
CONCLUSION	61
ANNEXES	63

SIGLES ET ABRÉVIATIONS

CEDEAO	: Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest
DGER	: Direction Générale de l'Entretien Routier
DGF	: Direction de la Gestion des Finances
DGESS	: Direction Générale des Études et des Statistiques Sectorielles
DGIR	: Direction Générale des Infrastructures Routières
DGNET	: Direction Générale de la Normalisation et des Études Techniques
DGPR	: Direction Générale des Pistes Rurales
DRH	: Direction des Ressources Humaines
DRID	: Direction Régionale des Infrastructures et du Désenclavement
ENTP	: École Nationale des Travaux Publics
EPE	: Établissements Publics de l'État
FCFA	: Franc de la Communauté Financière Africaine
FSR-B	: Fonds Spécial Routier du Burkina
IGB	: Institut Géographique du Burkina
km	: Kilomètre
LNBT	: Laboratoire National du Bâtiment et des Travaux Publics
MCA	: Millennium Challenge Account
MID	: Ministère des Infrastructures et du Désenclavement
PNDES	: Plan National de Développement Économique et Social
PUS-BF	: Programme d'Urgence pour le Sahel au Burkina Faso
SP-TRHIMO	: Secrétariat Permanent des Travaux Routiers à Haute Intensité de Main d'Œuvre
RGPR	: Répertoire Général des Pistes Rurales
SP-PIFAM	: Secrétariat Permanent des Projets d'Infrastructures Ferroviaires, Aéroportuaires et Maritimes
UEMOA	: Union Économique et Monétaire Ouest-Africaine

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1: Données sur le budget du MID.....	9
Tableau 2: Budget d'investissement par composante	10
Tableau 3: Dépenses selon le type d'entretien routier	13
Tableau 4: Consommation budgétaire selon le type de travaux	14
Tableau 5: Consommation budgétaire selon la source de financement	17
Tableau 6: Evolution des montants des dédommagements et des travaux connexes	19
Tableau 7: Conventions accordées aux structures (en milliards de FCFA)	21
Tableau 8: Effectif des élèves de l'ENTP en 2021	27
Tableau 9: Réseau routier national (km)	31
Tableau 10: Répartition du linéaire du réseau routier classé selon le type de route	33
Tableau 11 : Répartition des routes entretenues selon le type d'entretien (en km).....	37
Tableau 12: Données sur les pistes rurales	39
Tableau 13: Données sur la sauvegarde des infrastructures.....	41
Tableau 14: Evolution du volume du trafic des poids lourds sur le réseau routier classé	45
Tableau 15: Evolution du nombre de ralentisseurs sur les routes bitumées de 2017 à 2021	45
Tableau 16: Evolution des emplois créés à travers les projets routiers selon le genre	47
Tableau 17: Nombre de marchés publics passés selon la procédure	59

LISTE DES GRAPHIQUES

Graphique 1: Évolution du budget du ministère et du budget d'investissement de 2012 à 2021	9
Graphique 2: Évolution des dotations et des dépenses d'investissement de 2012 à 2021	9
Graphique 3: Structure du budget par nature de dépenses en 2021	9
Graphique 4 : Évolution du budget par nature de dépenses de 2012 à 2021 (en milliards de FCFA)	9
Graphique 5: Évolution du taux d'absorption des crédits d'investissement de 2012 à 2021	9
Graphique 6: Répartition des crédits d'investissements par composante en 2021	11
Graphique 7: Taux d'absorption des crédits d'investissement par composante en 2021	11
Graphique 8: Évolution des crédits des études et des travaux entre 2012 et 2021	11
Graphique 9: Évolution des crédits d'investissements par types de route entre 2012 et 2021 en milliards de FCFA (route en terre et pistes rurales).....	11
Graphique 10 : Répartition des crédits d'investissements par types de route en 2021	11
Graphique 11: Évolution des crédits d'investissements par types de route entre 2012 et 2021 en milliards de FCFA (route bitumée et voirie urbaine)	11
Graphique 12: Evolution des dépenses totales d'entretien des routes de 2012 à 2021 (en milliards de FCFA)	13
Graphique 13: Evolution des dépenses d'entretien des routes par type d'entretiens de 2012 à 2021 (en milliards de FCFA).....	13
Graphique 14: Evolution des dépenses d'entretien périodique des routes de 2012 à 2021 par type de routes (en milliards de FCFA).....	13
Graphique 15: Investissements d'entretien courant par an (en milliards de FCFA)	13
Graphique 16 : Evolution des dépenses au titre des travaux de construction et bitumage et de renforcement/réhabilitation de 2012 à 2021 (en milliards de FCFA)	15
Graphique 17 : Evolution des dépenses d'aménagement des pistes rurales de 2012 à 2021 (en milliards de FCFA)	15
Graphique 18: Evolution des dépenses au titre des travaux de renforcement/réhabilitation de 2017 à 2021 (en milliards de FCFA).....	15
Graphique 19: Evolution des dépenses au titre des travaux de construction et de bitumage de 2012 à 2021 (en milliards de FCFA).....	15
Graphique 20 : Évolution du budget d'investissements selon la source de financement entre 2012 et 2021	17
Graphique 21 : Évolution des dépenses d'investissements selon la source de financement entre 2012 et 2021	17
Graphique 22: Structure du budget d'investissements selon la source de financement en 2021	17
Graphique 23: Taux d'absorption des crédits d'investissements selon la source de financement en 2021	17
Graphique 24: Évolution du montant des dédommagements de 2012 à 2021 (en millions de FCFA).....	19
Graphique 25: Évolution du montant alloués aux travaux connexes de 2017 à 2021 (en milliards de FCFA).....	19
Graphique 26: Proportion du montants alloués aux travaux connexe en 2021	19
Graphique 27: Évolution du montant alloué aux campagnes de sensibilisation sur le VIH-SIDA de 2017 à 2021 (en millions de FCFA).....	19
Graphique 28 : Evolution du montant des conventions accordées aux structures de 2017 à 2021 (en milliards de FCFA)	21
Graphique 29: Proportion des conventions accordées aux directions en 2021	21
Graphique 30 : Montant des conventions par direction régionale en 2021 (en millions de FCFA).....	21
Graphique 31: Évolution de l'effectif du personnel du MID entre 2012 et 2021	25
Graphique 32: Personnel par type de structure en 2021	25
Graphique 33: Personnel par tranche d'âge en 2021	25
Graphique 34: Personnel selon la catégorie en 2021	25
Graphique 35: Effectif du personnel par Direction Régionale en 2021	25
Graphique 36 : Répartition des cadres agents nommés à des postes de responsabilités par métiers en 2021	25
Graphique 37: Evolution des effectifs des élèves de 2012 à 2021	27
Graphique 38: Répartition des élèves en 2021 selon le genre	27
Graphique 39 : Répartition des élèves en 2021 selon le type d'inscription	27
Graphique 40 : Répartition de l'effectif des élèves sortants en 2021 par cycle de formation	27
Graphique 41 : Répartition des enseignants de l'école selon le statut.	27
Graphique 42: Linéaire de pistes rurales inventoriées par région (en km)	31
Graphique 43: Linéaire de voiries bitumées par année (en km)	31

Graphique 44: Linéaire de routes classées par région (en km)	31
Graphique 45: Répartition des routes classées	31
Graphique 46 : Répartition du réseau routier classé selon le type de route (en %)	33
Graphique 47: Densité du réseau routier classé (km/100 km ²) par région	33
Graphique 48 : Proportion du réseau routier classé bitumé par région en 2021	33
Graphique 49 : Répartition du réseau routier classé selon la classification technique en 2021	33
Graphique 50: Proportion de linéaire bitumé selon la route communautaire	35
Graphique 51: Répartition du réseau communautaire selon l'état en 2021	35
Graphique 52 : linéaire du réseau routier classé ayant bénéficié d'un entretien courant en 2021 par région	37
Graphique 53 : Linéaire du réseau routier classé ayant bénéficié d'un entretien périodique par année	37
Graphique 54: Réseau routier classé selon l'état en 2021	37
Graphique 55: Etat du réseau routier classé en 2021 selon la classe de routes	37
Graphique 56 : Linéaire de pistes rurales aménagées par année	39
Graphique 57 : Proportion de pistes rurales aménagées par région en 2021	39
Graphique 58: Linéaire de pistes rurales aménagées par région en 2021 (en km)	39
Graphique 59: Linéaire de pistes rurales entretenues par région en 2021 (en km).....	39
Graphique 60: Répartition du nombre de postes de péage par région selon la fonctionnalité	41
Graphique 61: Répartition des postes de barrières de pluies par région selon la fonctionnalité	41
Graphique 62: Répartition des véhicules contrôlés à la surcharge par an.....	41
Graphique 63: Proportion de communes reliées au chef-lieu de province en toute saison	43
Graphique 64: Évolution de la proportion du trafic poids lourd par type de routes (%) et par années	45
Graphique 65: Évolution de la proportion du trafic poids lourd par type de routes (%) et par années	45
Graphique 66: Répartition (%) des emplois créés par type de travaux en 2021	47
Graphique 67: Répartition des emplois créés par type de travaux selon le genre en 2021	47
Graphique 68 : État du réseau ferroviaire en 2021 (km)	49
Graphique 69 : Évolution du nombre d'aérodromes non fonctionnels	49
Graphique 70 : Evolution du taux de couverture du territoire national en bornes géodésiques fonctionnelles	51
Graphique 71 : Evolution du taux de réhabilitation du réseau de nivellement	51
Graphique 72 Évolution du taux de production de cartes administratives et des plans des villes	53
Graphique 73 : Évolution du taux de couverture du territoire national en cartes de base à l'échelle 1/50000ème	53
Graphique 74 : Nombre de nouveaux agréments techniques délivrés par an	57
Graphique 75 : Nombre de renouvellements d'agréments techniques par an	57
Graphique 76 : Nombre de changements de catégories d'agréments techniques effectués sur la période 2017-2021	57
Graphique 77 : Evolution du nombre d'agréments techniques délivrés selon la catégorie en 2021	57
Graphique 78: Evolution du nombre d'agréments techniques délivrés selon le genre	57
Graphique 79: Nombre d'agréments techniques en cours de validité en 2021 selon la catégorie	57
Graphique 80: Structure des marchés passés par type de procédure en 2021	59
Graphique 81: Structure des contrats approuvés entre 2019 et 2021	59
Graphique 82: Répartition des entreprises selon la performance de 2017 à 2021	59

LISTE DES CARTES

Carte 1: Répertoire du réseau communautaire	35
Carte 2: Linéaire de voiries bitumées (cumul) par régions en 2021 (km)	43
Carte 3: Représentation des aéroports fonctionnels	49
Carte 4: Localisation des stations GNSS CORS	51

LISTE DES ANNEXES

Annexe 1: Équipe d'élaboration du Tableau de bord 2021 des infrastructures de transport	64
Annexe 2: Participants à l'atelier de validation du Tableau de bord 2021 des infrastructures de transport	65
Annexe 3: Répertoire du réseau communautaire de l'UEMOA (CU) traversant le Burkina Faso	66
Annexe 4: Nombre d'agrément techniques délivrés selon la catégorie	67

RESUMÉ EXÉCUTIF

Le Tableau de bord statistique 2021 des infrastructures de transport analyse l'évolution des principaux indicateurs contenus dans l'Annuaire statistique 2021 regroupés dans quatre domaines : (i) ressources financières, (ii) ressources humaines, (iii) infrastructures de transport et (iv) autres statistiques du ministère.

Ressources financières

Le budget global du Ministère des Infrastructures et du Désenclavement est de 227,71 milliards de FCFA en 2021 en baisse de 6,6% (-16,17 milliards de FCFA) par rapport à l'année 2020. Le budget d'investissement enregistre une régression de 6,5%. La part du budget d'investissement dans le budget global de l'année 2021 est de 97,8%. Les crédits d'investissement ont été entièrement alloués aux travaux routiers. Les crédits alloués à l'entretien routier et au développement du réseau routier enregistrent des progressions respectives de 67,3% et de 47,1% en 2021.

Ressources humaines

Sur la période 2012-2021, le ministère enregistre une augmentation continue du personnel, à l'exception de 2016 marquée par la scission d'avec le Ministère en charge des transports, avec une faible proportion des femmes. En 2021, il compte 955 agents, toutes positions confondues, dont 14,0% de femmes. L'âge moyen du personnel est de 39 ans. La répartition du personnel présente une concentration au niveau des structures centrales (56,0%).

Concernant le personnel admis aux concours directs et professionnels en formation, le nombre d'élèves inscrits en 2021 à l'École Nationale des Travaux Publics est de 228 dont 7,0% de femmes. Les auditeurs libres représentent 73,1% de l'effectif total des élèves ressortis à 848 ; les femmes représentent 15,5% de leur effectif.

Infrastructures de transport

Le linéaire du réseau routier classé et celui des pistes rurales sont restés inchangés depuis respectivement 2000 et 1999, dates de leur première classification. Concernant la voirie urbaine, il n'existe pas pour le moment de répertoire y relatif.

Le réseau routier national (hormis la voirie urbaine) présente une prédominance du linéaire du réseau de pistes rurales (75%). Le réseau routier classé est composé de routes nationales, régionales et départementales avec une densité de 5,6 km/100km², inférieure à la moyenne africaine (6,84km/100km²) de 2017 et supérieure à celle de la CEDEAO (3,1km/100km²) de 2006. Le linéaire total du réseau communautaire est de 3 437,24 km dont 94,8% bitumé et 36,1% en bon état.

En matière de sauvegarde des infrastructures routières, 6 417,08 km de routes ont été entretenues en entretien courant et 468,84 km en entretien périodique. Pour ce qui est du contrôle de la surcharge des véhicules, 68% des véhicules contrôlés en 2021 sont en état de surcharge.

Quant au développement du réseau de pistes rurales, 951 km ont été aménagées en 2021, portant la proportion de pistes rurales aménagées à 35,39%. A travers les travaux routiers, 17 105 emplois ont été créés en 2021 dont 64,68% issus des travaux d'aménagements de pistes rurales et 15,44% occupés par les femmes.

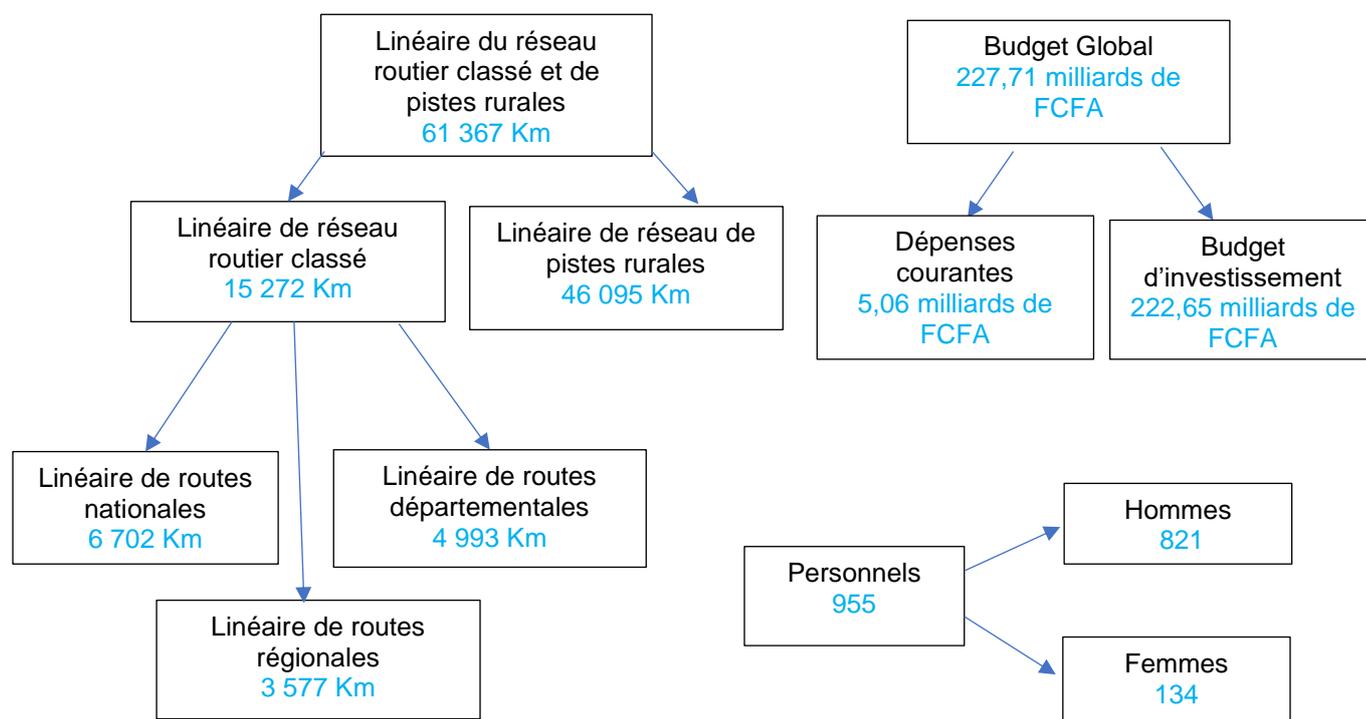
S'agissant des infrastructures ferroviaires et aéroportuaires, le linéaire du réseau ferroviaire (622 km) et le nombre d'aérodromes (47) n'ont pas connu une évolution sur la période 2012-2021.

Autres statistiques du ministère

Les autres statistiques du ministère concernent les agréments techniques et les marchés publics. En 2021, le nombre de nouveaux agréments techniques délivrés est de 260, en baisse de 11 agréments par rapport à 2020. Le nombre de renouvellement d'agréments est passé de 32 en 2020 à 63 en 2021.

Pour ce qui est des marchés publics, ils sont passés à hauteur de 33,0% suivant des procédures exceptionnelles en 2021 contre 10,2% en 2020, pour une norme de 15%.

CHIFFRES CLÉS 2021



	2017	2018	2019	2020	2021
Linéaire du réseau routier classé bitumé (en km)	3 646	3 650	3 756	3 833	4 004
Proportion de routes bitumées	23,87%	23,90%	24,59%	25,10%	26,22%
Linéaire de pistes rurales aménagées (en km)	14 375	15 035	15 156	15 362	16 313
Proportion de pistes rurales aménagées	31,19%	32,62%	32,88%	33,33%	35,39%
Linéaire de routes en bon état (en km)	1 533	1 543	1 318	1 938	2 118
Proportion de routes en bon état	10,04%	10,10%	8,63%	12,69%	13,87%

INTRODUCTION

Les infrastructures de transport jouent un rôle important dans le renforcement de la croissance économique nationale et la réduction de la pauvreté.

Accélérer le désenclavement intérieur et extérieur de notre pays afin de soutenir le développement du capital humain, la croissance économique et contribuer à la paix et à la sécurité, constitue une grande préoccupation du Gouvernement.

A ce titre, le MID a pour mission de mettre en œuvre et de suivre la politique du Gouvernement en matière d'infrastructures et de désenclavement.

Afin de faciliter l'interprétation des informations sur l'évolution de la mise en œuvre de cette politique, et une meilleure appréhension de la situation des différents domaines couverts, le MID produit périodiquement, à travers la Direction Générale des Études et des Statistiques Sectorielles, un tableau de bord statistique, qui analyse les principaux indicateurs contenus dans l'annuaire statistique du département.

Le présent tableau de bord statistique est le résultat d'un processus participatif impliquant l'ensemble des structures productrices de données du ministère et d'autres structures externes. Il s'articule autour de quatre domaines : (i) ressources financières, (ii) ressources humaines, (iii) infrastructures de transport et (iv) autres statistiques du ministère.

I.
RESSOURCES FINANCIÈRES

I. RESSOURCES FINANCIÈRES

I.1. Dotation et consommation budgétaires

Points saillants

- Baisse de 6,6% du budget du ministère en 2021 ;
- Forte part du budget d'investissement : 97,8% en 2021 ;
- Fort taux d'absorption (93,6%) du budget en 2021.

Commentaires

Le budget global du ministère en charge des infrastructures en 2021 est de 227,71 milliards de FCFA, soit une baisse de 6,6% par rapport à 2020. Cependant, il est au-dessus de la moyenne du budget alloué au ministère sur la période de 2012 à 2020 (189,88 milliards de FCFA). Un pic est observé en 2019 et s'explique d'une part par la signature d'une convention de crédits de 100 milliards entre le FSR-B et les banques locales et d'autre part par l'augmentation de plus de 100% des financements extérieurs.

En 2021, le budget d'investissement est de 222,65 milliards de FCFA en baisse de 6,5% (-15,37 milliards de FCFA) par rapport à 2020. Sur la période de 2012 à 2021, en moyenne 97,6% du budget sont consacrés annuellement à l'investissement et 2,4% aux dépenses courantes (fonctionnement, transferts et charges de personnel). En 2021, les dépenses de fonctionnement et les dépenses de personnel représentent respectivement 0,8% et 1,2% du budget du ministère.

En matière d'investissement en 2021, le taux d'absorption du budget se situe à 93,6% au-dessus de la moyenne sur la période 2012-2020 qui est de 73,0%. Le niveau de consommation en 2021 s'explique principalement par le fait que plusieurs marchés approuvés en 2020 ou antérieurement ont connu leur exécution et leur paiement effectifs en 2021. Les plus faibles taux d'absorption ont été constatés en 2015 et 2019, expliqués respectivement par la politique d'austérité en lien avec la transition politique et le fait que plusieurs projets prévus en 2019 n'ont pas pu être exécutés

Budget global = Budget d'investissement + Dépenses courantes

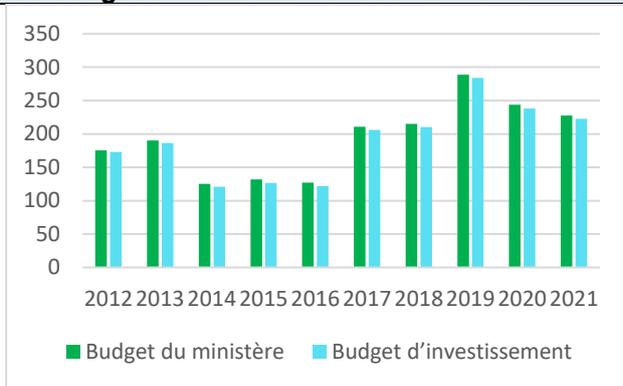
Le taux de consommation budgétaire est le rapport entre le budget consommé et le budget alloué

Sources statistiques : DGF, FSR-B

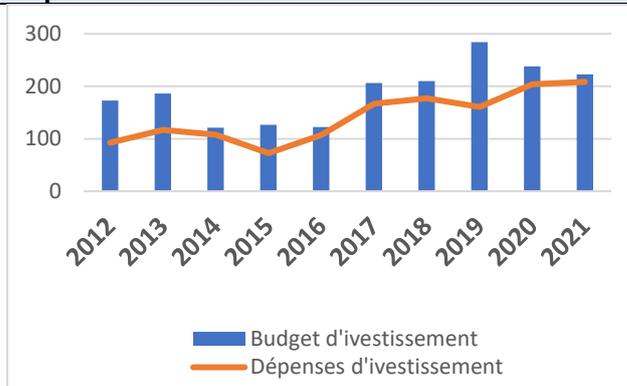
Tableau 1: Données sur le budget du MID

	Montant 2021 (Milliards de FCFA)	Investissement (%)	Variation 2021 / 2020		Variation 2020/ 2019	
			Valeur (en milliards FCFA)	%	Valeur (en milliards FCFA)	%
Budget	227,71	97,8	-16,17	-6,6	-44,97	-15,6

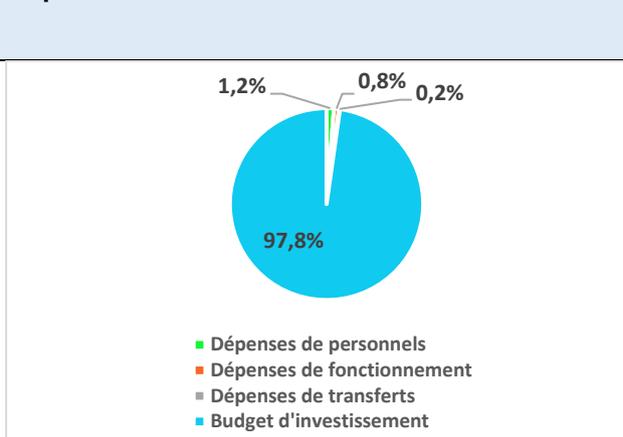
Graphique 1: Évolution du budget du ministère et du budget d'investissement de 2012 à 2021



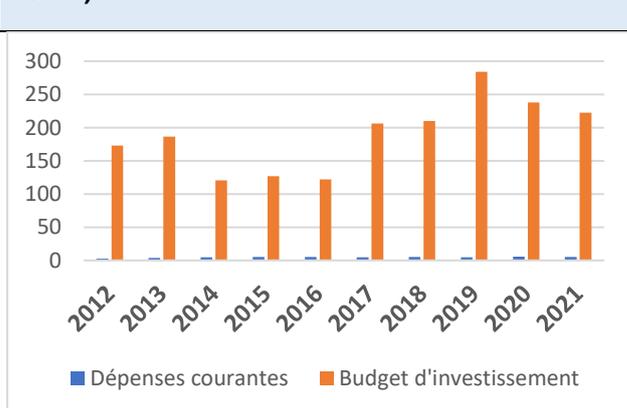
Graphique 2: Évolution des dotations et des dépenses d'investissement de 2012 à 2021



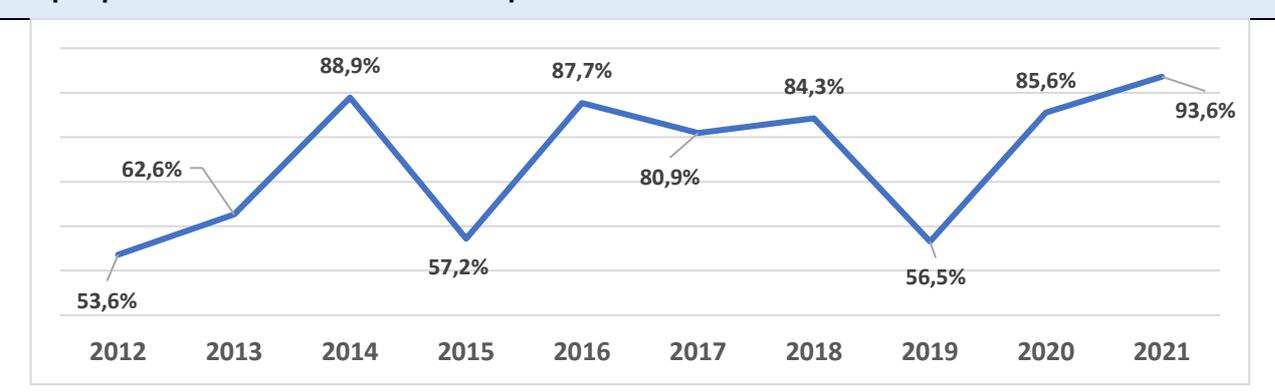
Graphique 3: Structure du budget par nature de dépenses en 2021



Graphique 4: Évolution du budget par nature de dépenses de 2012 à 2021 (en milliards de FCFA)



Graphique 5: Évolution du taux d'absorption des crédits d'investissement de 2012 à 2021



Sources statistiques : DGESS à partir des données de l'annuaire statistique 2021

I.2. Budget d'investissement

Points saillants

- Baisse de 6,5% du budget d'investissement en 2021 ;
- Baisse de crédits alloués aux travaux de 30,1% en 2021.

Commentaires

La structure du budget d'investissement (222,65 milliards de FCFA) par composante en 2021 montre que les travaux représentent 89,4%, le contrôle 5,3% et les études 5,4%. En 2020, ces proportions étaient de 96,2% pour les travaux, 3,0% pour le contrôle et 0,8% pour les études.

Sur la période 2012-2021, les moyennes des crédits de ces composantes sont de 178,77 milliards de FCFA pour les travaux, 6,65 milliards de FCFA pour le contrôle et 3,58 milliards de FCFA pour les études.

En matière d'absorption des crédits, la composante « études » présente le plus fort taux d'absorption (95,7%), suivie du contrôle (85,6%) et des travaux (80,7%) de leur budget en 2021.

L'analyse de l'évolution des crédits des études et des travaux sur la période 2012 à 2021 montre des pics en 2019 (272,83 milliards de FCFA) pour les travaux et en 2021 pour les études (11,93 milliards de FCFA). Ces pics s'expliquent respectivement par la signature en 2018 d'une convention de crédits de 100 milliards entre le FSR-B et les banques locales et les allocations pour la réalisation de plusieurs études en vue de la recherche de financement pour la mise en œuvre du PNDES II.

Sur un montant de 72,9 milliards de FCFA dédié en 2021 à la construction des routes en terre (39,37 milliards de FCFA) et à l'aménagement de pistes rurales (33,53 milliards de FCFA), le FSR-B a contribué à hauteur de 55,47 milliards de FCFA, soit 76,1%.

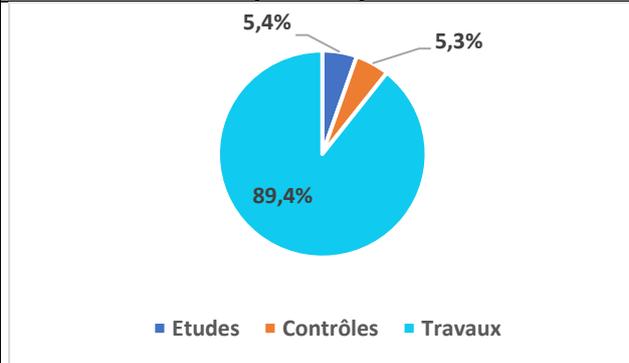
S'agissant des crédits d'investissements alloués aux travaux par types de route en 2021, 35% (77,47 milliards de FCFA) pour le bitumage de nouvelles routes, 32% (72,27 milliards de FCFA) pour la construction de la voirie urbaine, 18% (39,37 milliards de FCFA) pour la construction de routes en terre et 15% (33,53 milliards de FCFA) ont été consacrés pour l'aménagement de pistes rurales.

Sources statistiques : DGF et FSR-B

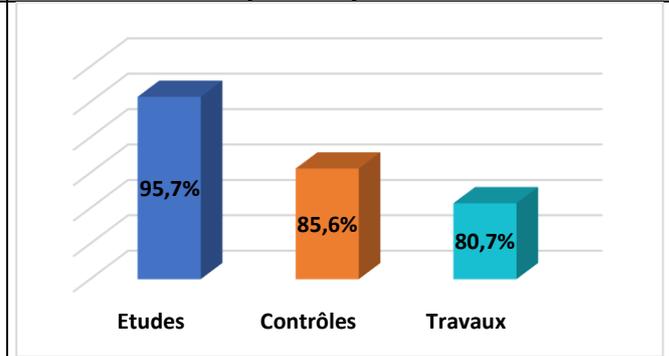
Tableau 2: Budget d'investissement par composante

Composantes	2021	Variation 2021/2020		Variation 2020/2019	
	Milliards de FCFA	Milliards de FCFA	%	Milliards de FCFA	%
Études	11,93	+10,13	+562,8	-1,51	-45,6
Contrôles	11,74	+4,63	+65,1	-0,94	-11,7
Travaux	198,98	-30,13	-13,1	-43,72	-16
Ensemble	222,65	-15,37	-6,5	-46,17	-16,3

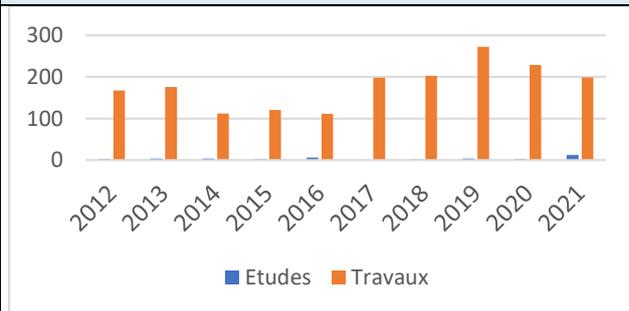
Graphique 6: Répartition des crédits d'investissements par composante en 2021



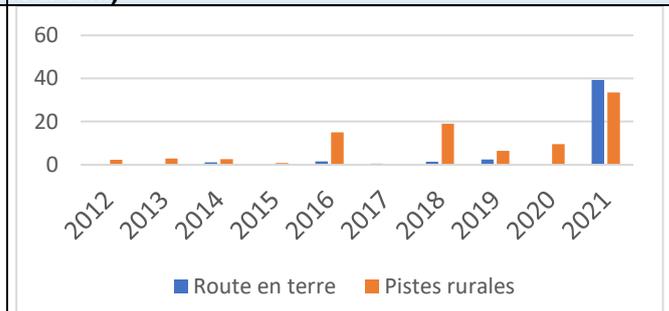
Graphique 7: Taux d'absorption des crédits d'investissement par composante en 2021



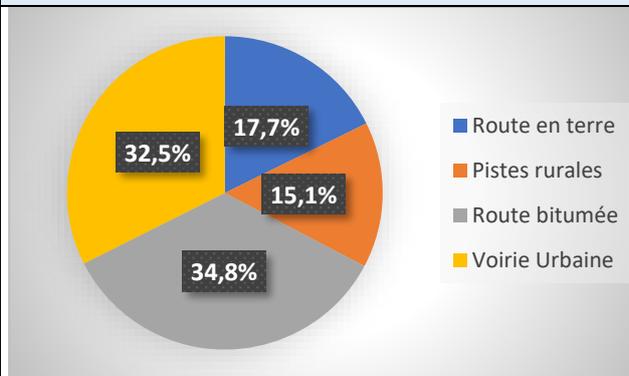
Graphique 8: Évolution des crédits des études et des travaux entre 2012 et 2021



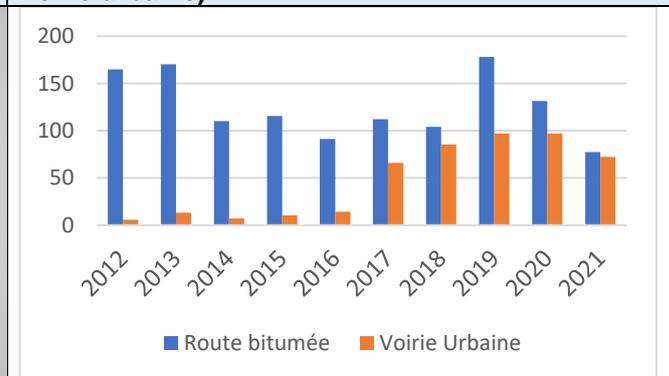
Graphique 9: Évolution des crédits d'investissements par types de route entre 2012 et 2021 en milliards de FCFA (route en terre et pistes rurales)



Graphique 10 : Répartition des crédits d'investissements par types de route en 2021



Graphique 11: Évolution des crédits d'investissements par types de route entre 2012 et 2021 en milliards de FCFA (route bitumée et voirie urbaine)



Sources statistiques : DGESS à partir des données de l'annuaire statistique 2021

I.3. Budget alloué à la sauvegarde des infrastructures routières

Points saillants

- Hausse de 67,3% des crédits alloués à l'entretien routier en 2021 ;
- En moyenne 14,37 milliards FCFA par an consacrés à l'entretien courant des routes ;
- 96,2% des dépenses d'entretien périodique financées par le FSR-B en 2021.

Commentaires

En 2021, le budget alloué à la sauvegarde des infrastructures routières (entretien courant et entretien périodique) s'élève à 26,81 milliards de Francs CFA contre 16,03 milliards de FCFA en 2020, soit une hausse de 67,3%. Il représente 12,9% des dépenses d'investissement du département.

Sur la période de 2012 à 2021, en moyenne par an, un montant de 24,83 milliards de FCFA est alloué aux entretiens des routes, soit 17,9% des dépenses d'investissement.

En 2021, le montant alloué à l'entretien périodique des routes est de 20,67 milliards de FCFA contre 2,92 milliards de FCFA en 2020, soit une progression de 17,75 milliards de FCFA. Cette hausse s'explique par la contribution substantielle du FSR-B qui s'élève à 19,89 milliards de FCFA. En ce qui concerne la répartition par type de route, 17,22 milliards de FCFA et 3,45 milliards de FCFA ont été consacrés aux travaux d'entretien respectivement des routes en terre et des routes bitumées.

Sur la période de 2012-2021, en moyenne un montant de 11,53 milliards de FCFA a été alloué par an aux travaux d'entretien périodique.

En 2021, les investissements d'entretien courant du réseau classé et des pistes rurales se sont élevés à 24,11 milliards de FCFA contre 13,99 milliards de FCFA en 2020, soit une hausse de 10,13 milliards de FCFA (+72,5%). Seule la région du Centre-Est n'a pas bénéficié de crédits budgétaires pour l'entretien courant du réseau routier classé. Il en est de même pour le Centre-Sud pour ce qui est de l'entretien courant des pistes rurales.

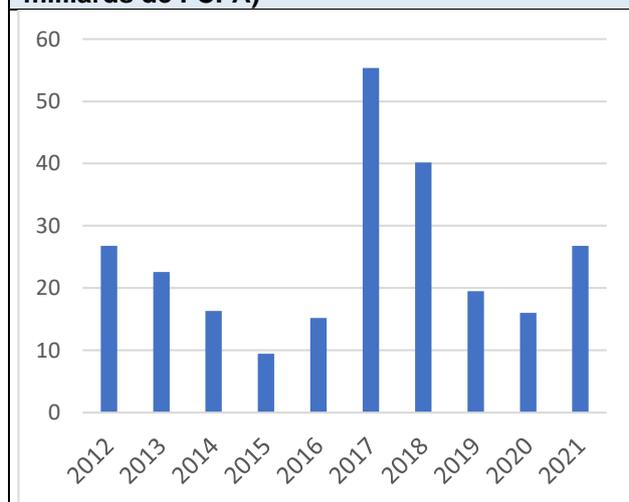
Sur la période 2012-2021, un montant total de 132,95 milliards de francs CFA a été alloué à l'entretien courant du réseau classé et des pistes rurales, soit en moyenne 13,29 milliards de FCFA par an.

Sources statistiques : DAF et FSR-B

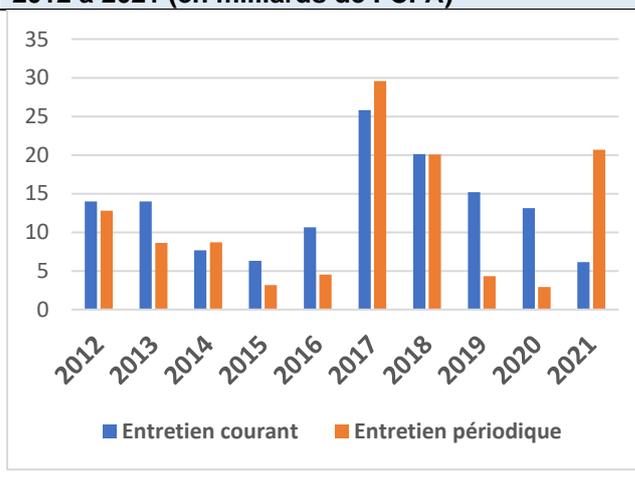
Tableau 3: Dépenses selon le type d'entretien routier

Composantes	2021	Variation 2021/2020		Variation 2020/2019	
	Milliards de FCFA	Milliards de FCFA	%	Milliards de FCFA	%
Entretien courant	6,14	-6,967	-53,2	-2,08	-13,7
Entretien périodique	20,67	+17,75	+607,9	-1,42	-32,7
Ensemble	26,81	+10,78	+554,7	-3,50	-17,9

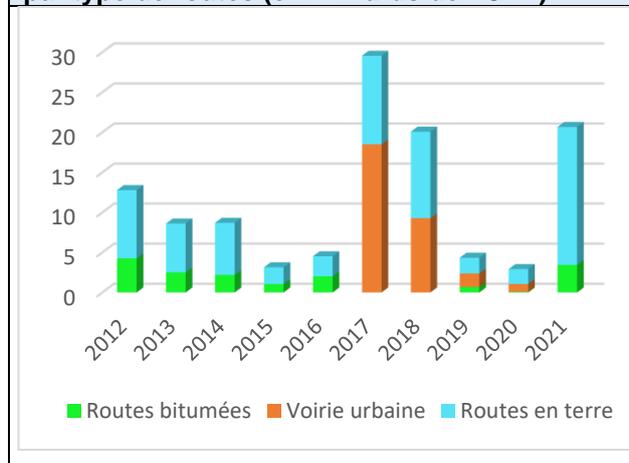
Graphique 12: Evolution des dépenses totales d'entretien des routes de 2012 à 2021 (en milliards de FCFA)



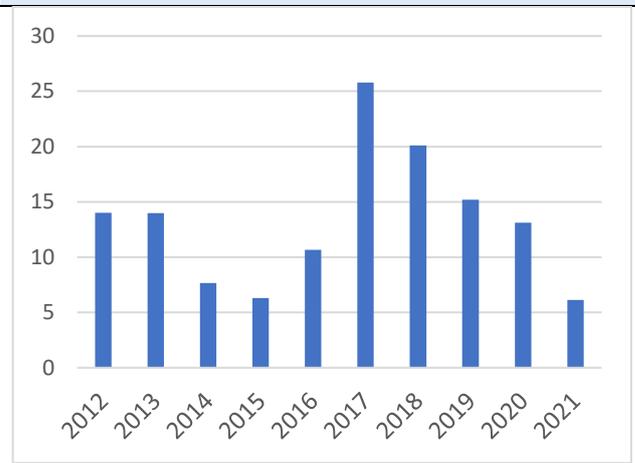
Graphique 13: Evolution des dépenses d'entretien des routes par type d'entretiens de 2012 à 2021 (en milliards de FCFA)



Graphique 14: Evolution des dépenses d'entretien périodique des routes de 2012 à 2021 par type de routes (en milliards de FCFA)



Graphique 15: Investissements d'entretien courant par an (en milliards de FCFA)



Sources statistiques : DGESS à partir des données de l'annuaire statistique 2021

I.4. Budget alloué au développement du réseau routier classé et des pistes rurales

Points saillants

- Forte hausse de 64,9% des crédits alloués au développement du réseau routier classé et des pistes rurales en 2021 ;
- En moyenne 52,93 milliards de FCFA ont été alloués par an aux travaux de bitumage de routes.

Commentaires

En 2021, un montant de 167,36 milliards de FCFA a été alloué au développement du réseau routier classé et des pistes rurales en hausse de 65,84 milliards de FCFA (+64,9%) par rapport à 2020. Cette évolution significative s'explique par la mobilisation de ressources en 2021 par le FSR-B avec un pool bancaire sur la base d'une deuxième convention de 200 milliards de FCFA. Ce montant est destiné à la réalisation des travaux de construction/bitumage (56,6%), de réhabilitation/renforcement (11,9%), d'aménagement de pistes rurales (19,1%) et la construction d'ouvrages (12,4%). Ce montant représente 80,3% des dépenses d'investissement du département.

Sur la période 2012 à 2021 le montant moyen annuel accordé au développement du réseau routier est de 121,66 milliards de FCFA.

En 2021, le montant global affecté aux dépenses de construction et de bitumage est de 115,47 milliards de FCFA contre 67,08 milliards de FCFA en 2020, soit une hausse (+72,1%). Ce montant est composé de 45,87 milliards de FCFA pour le bitumage des routes, 20,77 milliards de FCFA pour la construction d'ouvrages et 48,83 milliards de FCFA pour la voirie urbaine.

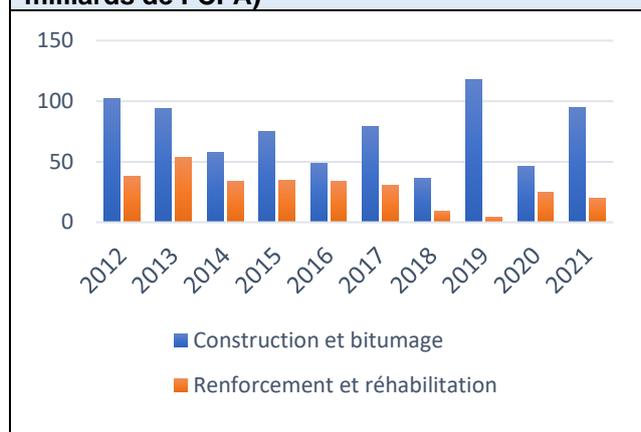
Sur la période de 2012 à 2021, sur un montant moyen annuel de 82,22 milliards de FCFA accordé aux dépenses de construction et de bitumage, 52,93 milliards de FCFA ont été alloués aux travaux de bitumage de routes.

Sources statistiques : DGF et FSR-B

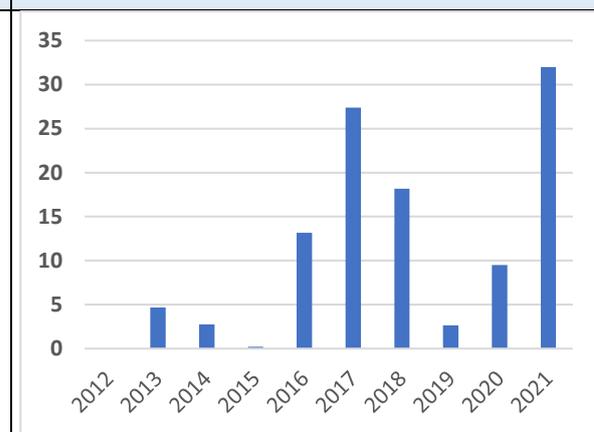
Tableau 4: Consommation budgétaire selon le type de travaux

Composantes	Montant de 2021 (milliards de FCFA)	Variation 2021/2020		Variation 2020/2019	
		Milliards de FCFA	%	Milliards de FCFA	%
Construction et bitumage	94,7	+48,59	+105,4	-71,61	-51,6
Réhabilitation et renforcement	19,91	-5,02	-20,1	+20,55	+469,2
Ensemble	114,61	+43,57	+85,2	-51,06	-35,7

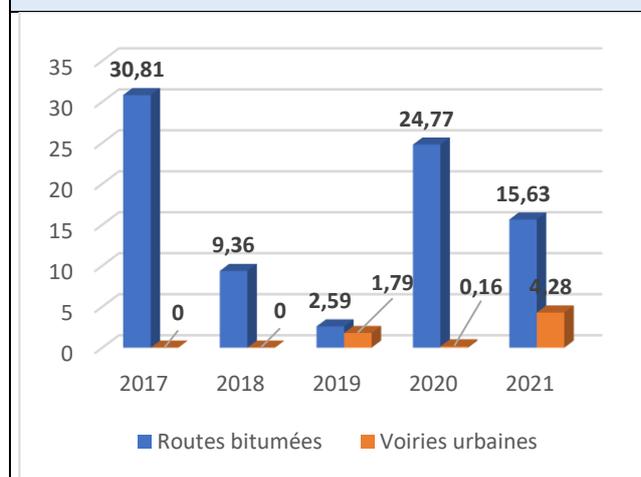
Graphique 16 : Evolution des dépenses au titre des travaux de construction et bitumage et de renforcement/réhabilitation de 2012 à 2021 (en milliards de FCFA)



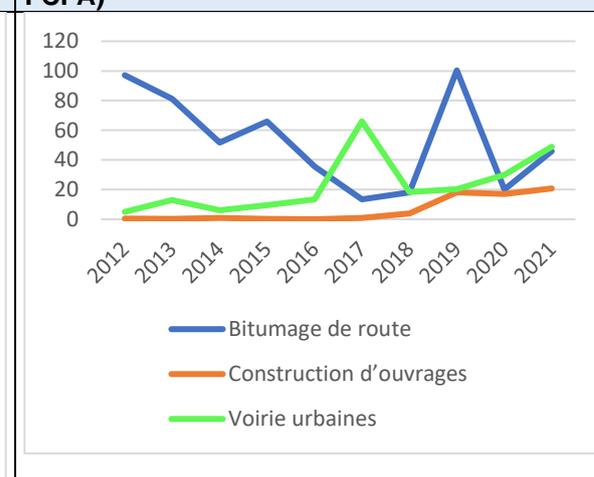
Graphique 17 : Evolution des dépenses d'aménagement des pistes rurales de 2012 à 2021 (en milliards de FCFA)



Graphique 18: Evolution des dépenses au titre des travaux de renforcement/réhabilitation de 2017 à 2021 (en milliards de FCFA)



Graphique 19: Evolution des dépenses au titre des travaux de construction et de bitumage de 2012 à 2021 (en milliards de FCFA)



Sources statistiques : DGESS à partir des données de l'annuaire statistique 2021

I.5. Sources de financement

Points saillants

- Baisse de 6,5% du budget d'investissement en 2021 ;
- Forte contribution (49,2%) du FSR-B au budget d'investissement en 2021 ;
- Fort taux d'absorption (93,6%) des crédits d'investissement en 2021 contre 85,6% en 2020.

Commentaires

En 2021, le budget d'investissement est de 222,65 milliards de FCFA financé à concurrence de 49,2% par le FSR-B, 27,3% par l'État et 23,5% par les bailleurs extérieurs. Les financements du FSR-B et des bailleurs extérieurs ont baissé respectivement de 12,0% et 7,5% par rapport à 2020, tandis que celui de l'État a augmenté de 6,6% du fait notamment des travaux d'aménagement d'environ 1 000 km des pistes rurales dans onze (11) régions du Burkina Faso.

Sur la période 2012 à 2021, en moyenne 188,99 milliards de FCFA ont été alloués par an aux travaux routiers.

Le budget d'investissement sur la période de 2012 à 2021 a évolué en dents de scie. Le financement extérieur présente un pic en 2019 (110,38 milliards de francs CFA) dus aux travaux du Programme d'Entretien Routiers (PER II), aux travaux de la CU2A (Koupela-Gounghin) et de la route Kantchari-Diapaga –Frontière du Benin. Le budget national admet un pic en 2017 (93,12 milliards de francs CFA), dû à la réalisation courant 2017 des travaux lancés en 2016. En ce qui concerne le financement du FSR-B, le pic a été observé en 2020 avec un montant de 124,47 milliards de FCFA, expliqué par le démarrage de nouveaux projets en lien avec la signature en 2018 d'une convention de 100 milliards de FCFA entre le FSR-B et le pool bancaire national.

S'agissant de la structure des dépenses effectives d'investissements, l'analyse montre que le FSR-B, l'État et les autres partenaires techniques et financiers ont contribué en 2021 respectivement à hauteur de 52,6% ; de 28,1% et de 19,3%.

Quant au taux d'absorption des crédits d'investissements, il est de 93,6% en 2021 en amélioration de 8 points de pourcentage par rapport à 2020. Par source de financement, il est de 100% pour le financement FSR-B, 96,4% pour le financement budget État et de 77,0% pour le financement extérieur en 2021.

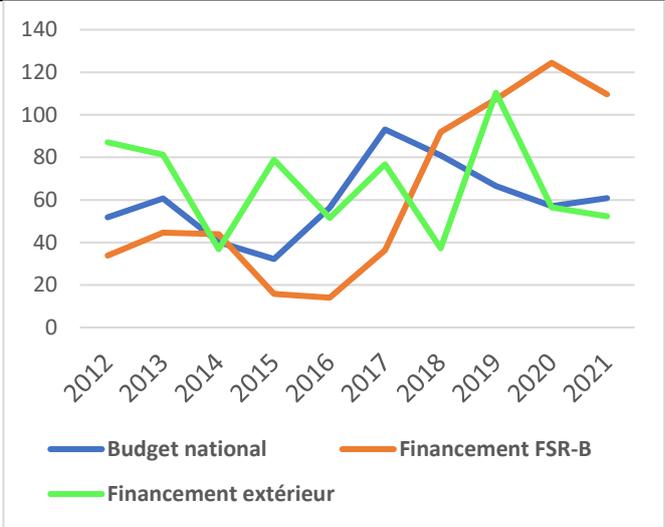
Ce taux d'absorption des crédits des bailleurs extérieurs, est dû au retard de l'obtention des avis de non objection des partenaires techniques et financiers et de la situation sécuritaire difficile dans certaines zones de projets.

Sources statistiques : DGF et FSR-B

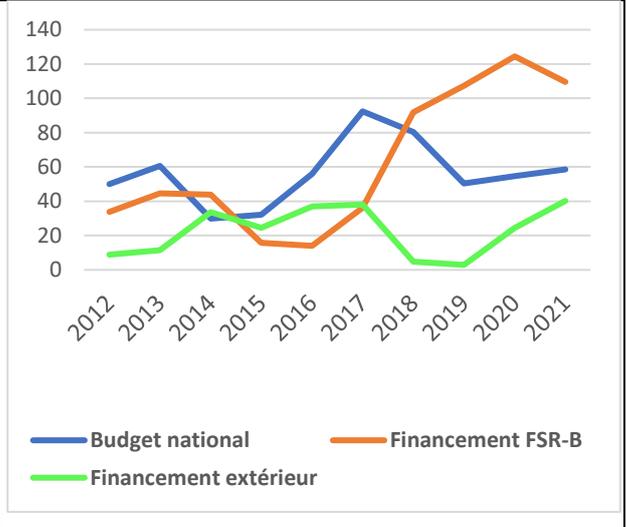
Tableau 5: Consommation budgétaire selon la source de financement

Composantes	Montant de 2021 en Milliards de FCFA	Variation 2021/2020		Variation 2020/2019	
		Milliards de FCFA	%	Milliards de FCFA	%
Budget national	60,84	+3,79	+6,6	-9,46	-14,2
Financement FSR-B	109,57	-14,9	-12,0	17,17	+16,0
Financement extérieur	52,24	-4,26	-7,5	-53,88	-48,8
Ensemble	222,65	-15,37	-6,5	-46,17	-16,3

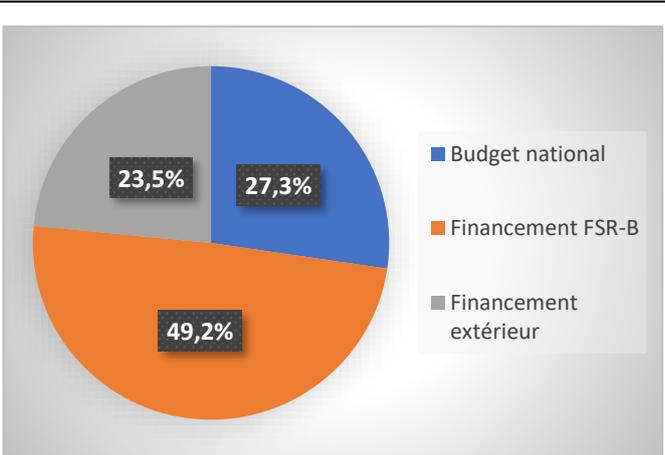
Graphique 20 : Évolution du budget d'investissements selon la source de financement entre 2012 et 2021



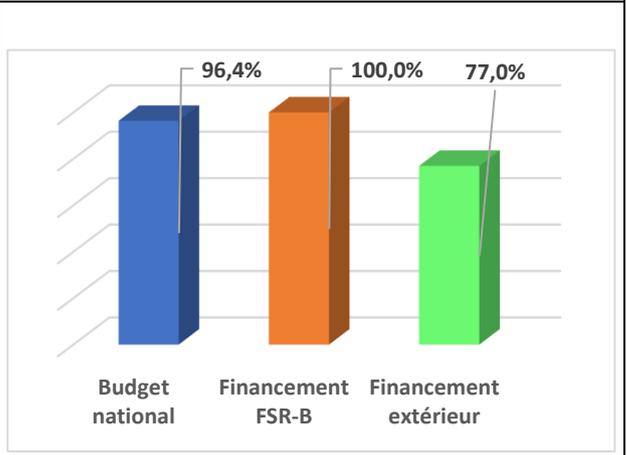
Graphique 21 : Évolution des dépenses d'investissements selon la source de financement entre 2012 et 2021



Graphique 22: Structure du budget d'investissements selon la source de financement en 2021



Graphique 23: Taux d'absorption des crédits d'investissements selon la source de financement en 2021



Sources statistiques : DGEES à partir des données de l'annuaire statistique 2021

I.6. Mesures d'accompagnements

Points saillants

- Hausse de 20,4% du montant des dédommagements en 2021 ;
- 2,7% du montant affecté aux travaux sont consacrés aux travaux connexes en 2021.

Commentaires

Le montant des dédommagements en 2021 est de 277,74 millions de FCFA, en hausse de 20,4% par rapport à 2020. Ce montant est au-dessus de la moyenne sur la période de 2012 à 2020 (215,55 millions de FCFA).

Sur la période 2012-2021, le montant des dédommagements a atteint son niveau le plus élevé en 2018 (662,0 millions de FCFA) qui s'explique par le fait que le ministère a démarré l'exécution de plusieurs projets routiers notamment l'exécution des travaux de réhabilitation et de renforcement de la route communautaire CU2A.

En 2021, le montant alloué aux travaux connexes est de 5,55 milliards de FCFA, en légère hausse par rapport à 2020 (+3,2%) qui s'explique par le démarrage de nouveaux travaux routiers. Il représente 2,7% du montant affecté à l'ensemble des travaux.

Sur la période 2017-2021, on observe une tendance globale à la baisse des montants alloués aux travaux connexes. Toutefois des hausses consécutives ont été constatées en 2020 et en 2021 respectivement de 7,0% et de 3,2%.

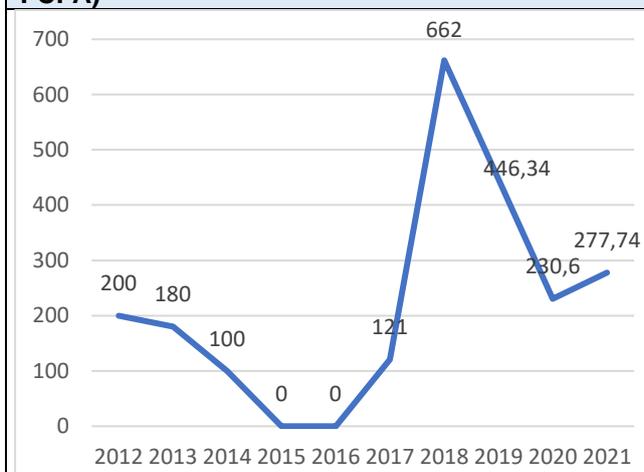
Quant aux campagnes de sensibilisation sur le VIH-SIDA, un montant de 61,0 millions de FCFA a été alloué en 2021 contre 43,0 millions en 2020. Sur la période 2017-2021, un total de 0,985 milliards de FCFA a été injecté dans la sensibilisation sur le VIH-SIDA dans le cadre de la réalisation des travaux routiers.

Sources statistiques : DGF, DGIR, DGPR, DGER, Agetib

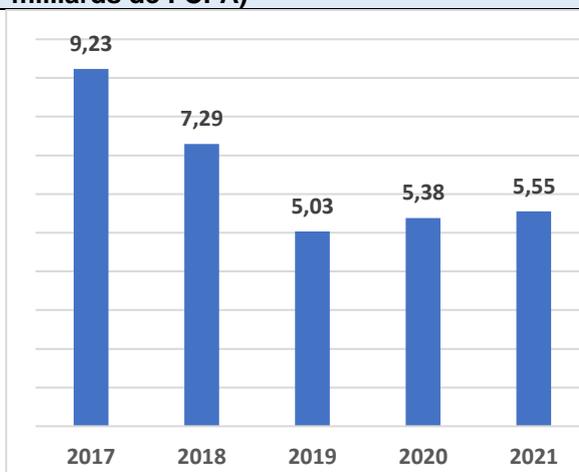
Tableau 6: Évolution des montants des dédommagements et des travaux connexes

Composantes	Montant de 2021	Variation 2021/2020		Variation 2020/2019	
		Montant	%	Montant	%
Montant des dédommagements (en millions de FCFA)	277,74	+47,14	+20,4	-215,74	-48,3
Montant alloués aux travaux connexes (milliards de FCFA)	5,55	+0,17	+3,2	+0,35	+7,0
Montant alloué aux campagnes de sensibilisation sur le VIH-SIDA (en millions de FCFA)	61	+18	+41,0	-153	-78,0

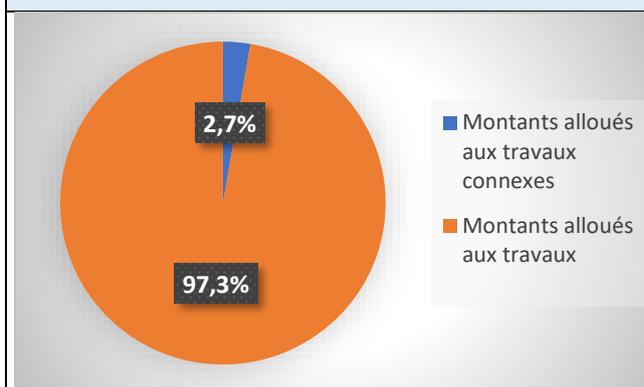
Graphique 24: Évolution du montant des dédommagements de 2012 à 2021 (en millions de FCFA)



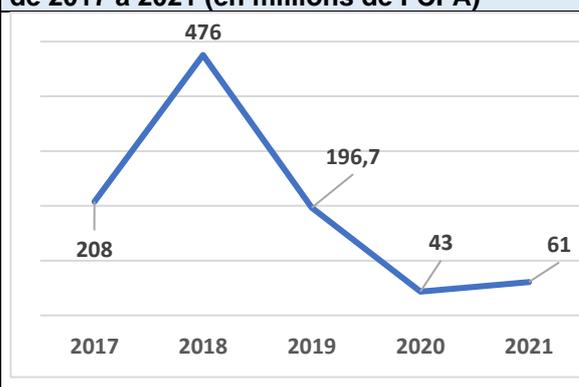
Graphique 25: Évolution du montant alloués aux travaux connexes de 2017 à 2021 (en milliards de FCFA)



Graphique 26: Proportion du montants alloués aux travaux connexe en 2021



Graphique 27: Évolution du montant alloué aux campagnes de sensibilisation sur le VIH-SIDA de 2017 à 2021 (en millions de FCFA)



Sources statistiques : DGESS à partir des données de l'annuaire statistique 2021

I.7. Montants issus des conventions

Points saillants

- Baisse de 23,0% des conventions accordées aux structures en 2021 ;
- Fort taux d'absorption (92,7%) des conventions accordées aux structures régionales en 2021.

Commentaires

Le montant des conventions accordées aux structures en 2021 s'élève à 5,25 milliards de FCFA, soit 3,94 milliards de FCFA pour les structures centrales et rattachées, et 1,31 milliards de FCFA pour les structures régionales. Il est en baisse de 23,0% par rapport à 2020 mais au-dessus de la moyenne de 4,96 milliards de FCFA sur la période 2017-2020.

Sur la période 2017-2021, le montant des conventions accordées aux structures connaît une tendance haussière à l'exception de 2021, où la baisse est expliquée par celle du montant des conventions pour le contrôle et la supervision des travaux routiers par les directions régionales des infrastructures et du désenclavement.

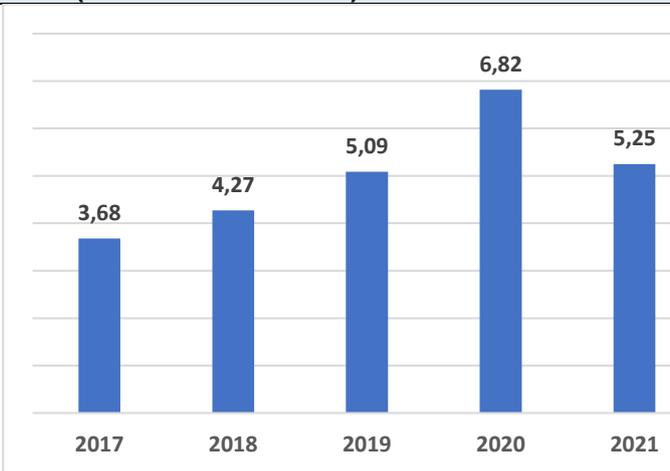
S'agissant des conventions accordées aux structures régionales, les montants varient de 53,56 millions de FCFA (Sahel) à 196,56 millions de FCFA (Boucle du Mouhoun). Sur un montant total de 1,31 milliards de FCFA reçu en 2021, les structures bénéficiaires ont pu consommer 1,21 milliards de FCFA, soit un taux d'absorption de 92,7%. Les régions du Centre-Sud et du Centre-Ouest présentent des taux d'absorption de 100%.

Sources statistiques : FSR-B, DRID

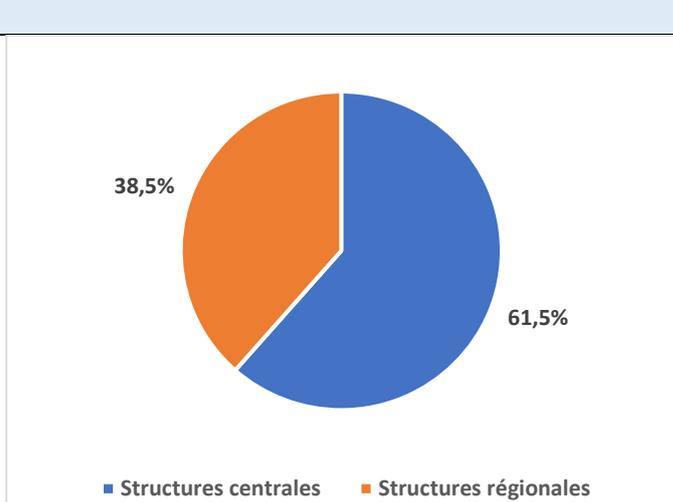
Tableau 7: Conventions accordées aux structures (en milliards de FCFA)

	2017	2018	2019	2020	2021
Montant total des conventions	3,68	4,26	5,09	6,82	5,25

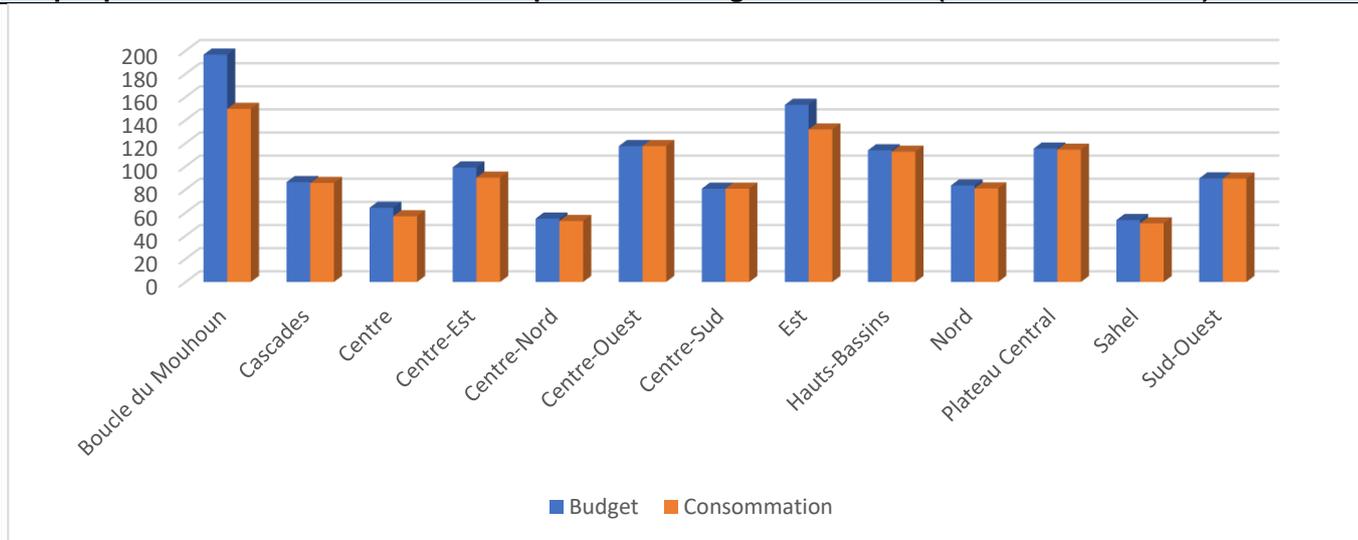
Graphique 28 : Evolution du montant des conventions accordées aux structures de 2017 à 2021 (en milliards de FCFA)



Graphique 29: Proportion des conventions accordées aux directions en 2021



Graphique 30 : Montant des conventions par direction régionale en 2021 (en millions de FCFA)



Sources statistiques : DGESS à partir des données de l'annuaire statistique 2021

II. RESSOURCES HUMAINES

II. RESSOURCES HUMAINES

II.1. Personnel du MID

Points saillants

- Augmentation continue (4,7% en moyenne par an) du personnel du Ministère depuis 2016 ;
- Faible proportion (14%) des femmes en 2021 ;
- Plus de la moitié (56%) du personnel du ministère dans les structures centrales en 2021.

Commentaires

En 2021, l'effectif du personnel du MID (excepté le personnel contractuel des structures rattachées) est de 955 agents contre 855 agents en 2020, soit une hausse de 11,7%. Il compte 14% de femmes. L'âge moyen du personnel est de 39 ans et 57% des agents ont moins de 40 ans. Les structures centrales absorbent 56% du personnel, les structures déconcentrées 39% et les structures rattachées et de mission 5%. Au niveau des structures centrales, le personnel des cinq (05) directions générales techniques représente 38% du personnel et les autres structures au nombre de trente-trois (33) renferme 62% du personnel. Le Ministère est majoritairement composé de personnel d'application 47,2%. Le personnel d'exécution représente 29,2%, et celui de conception représente 23,6%. Le personnel de la famille d'emplois du métier infrastructures représente 56% de l'effectif. Parmi ce personnel, les femmes représentent 5%. Au niveau des structures déconcentrées, le nombre moyen du personnel est de 25 agents. La Direction Régionale (DR) de la Boucle du Mouhoun a le plus grand effectif (40 agents) et celle des Cascades le plus petit effectif (21 agents). Le nombre de cadres occupant des postes de responsabilité au sein du ministère est de 231, avec 60% de ces cadres issus du métier infrastructures. Il reste 22 postes non pourvus soit 8,7% des postes nominatifs.

Sur la période de 2012 à 2021, l'effectif du personnel croît à l'exception de 2016 marquée par la scission d'avec le ministère en charge des transports. Sur la période de 2016 à 2021, l'effectif du personnel a connu une croissance moyenne de 4,7% par an.

Le personnel de conception est celui des catégories P, A et assimilé

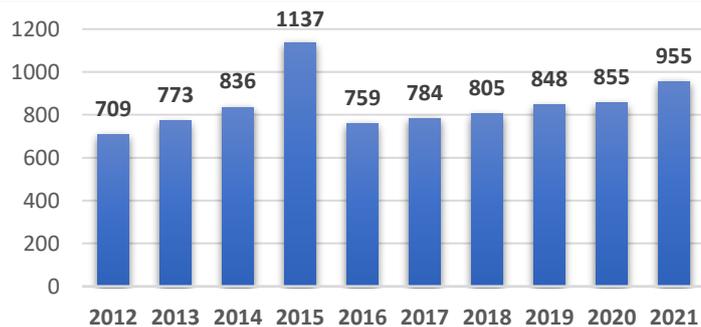
Le personnel d'application est celui des catégories B et assimilé

Le personnel d'exécution est celui des catégories C D, E et assimilé

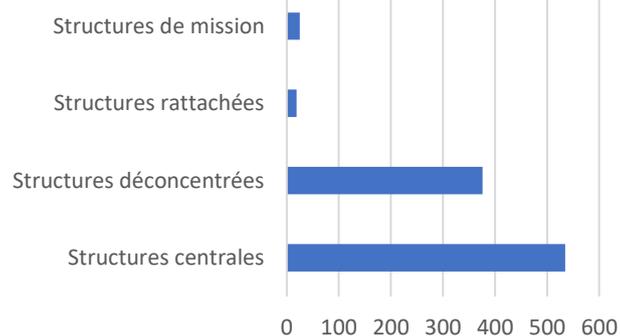
Le personnel des emplois spécifiques du MID est celui de la famille d'emploi génie civil et topographie

Sources statistiques : DRH

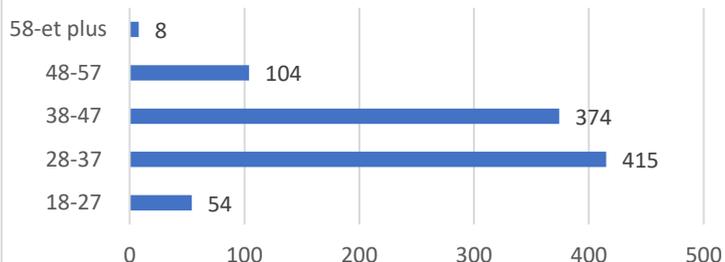
Graphique 31: Évolution de l'effectif du personnel du MID entre 2012 et 2021



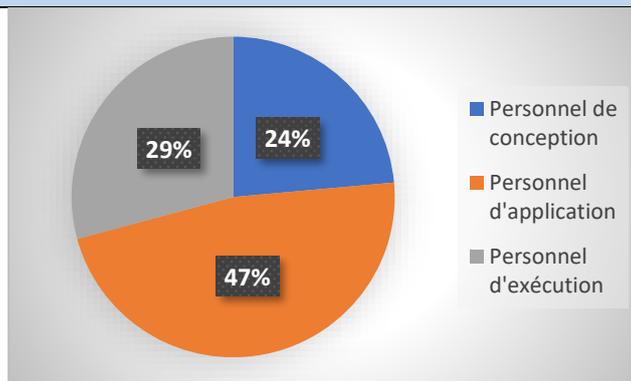
Graphique 32: Personnel par type de structure en 2021



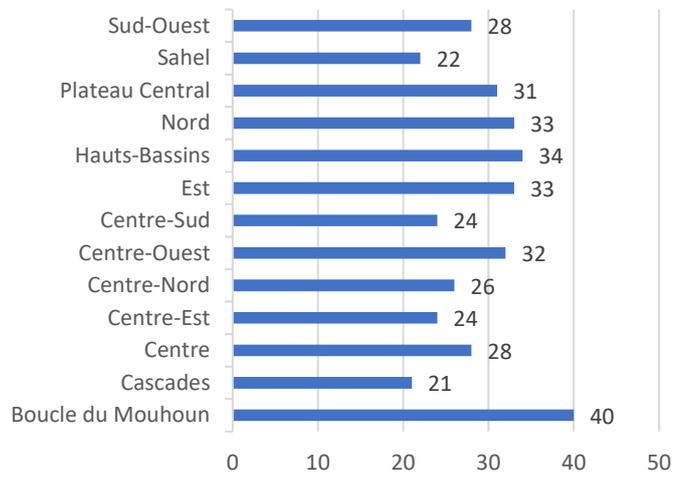
Graphique 33: Personnel par tranche d'âge en 2021



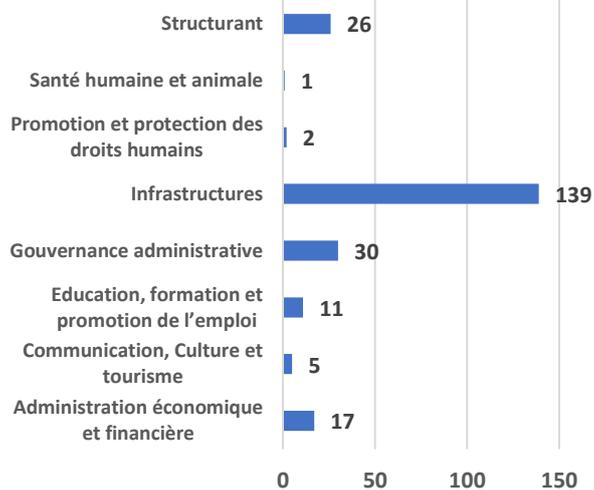
Graphique 34: Personnel selon la catégorie en 2021



Graphique 35: Effectif du personnel par Direction Régionale en 2021



Graphique 36 : Répartition des cadres agents nommés à des postes de responsabilités par métiers en 2021



Sources statistiques : DGESS à partir des données de l'annuaire statistique 2021

II.2. Effectifs des élèves de l'école nationale des travaux publics

Points saillants

- Diminution de l'effectif des élèves inscrit en 2021 ;
- Forte proportion (+73,1%) des auditeurs libres en 2021 ;
- Forte proportion (+93,7%) des enseignants vacataires.

Commentaires

L'effectif total des élèves de l'École Nationale des Travaux Publics (ENTP) en 2021 est de 848 contre 856 en 2020. Il est constitué de 13% de femmes. Le nombre d'élèves de l'ENTP issus des concours professionnels et directs est de 228 dont 7% de femmes. Parmi ces élèves, 158 ont été recrutés sur concours directs et 70 sur concours professionnels.

Au titre des inscriptions de 2021, les auditeurs libres occupent la première place avec une proportion de 73,1%, suivis des élèves fonctionnaires (les recrues sur concours directs) de la famille d'emploi génie civil qui représentent 18,6% des effectifs.

En 2021, l'effectif des élèves sortants de l'ENTP est de 325, contre 407 en 2020, avec 13,9% de femmes.

L'effectif total des enseignants de l'ENTP est de 159 pour l'année 2021, composé de 93,71% d'enseignants vacataires et de 6,29% d'enseignants permanents. Il est constitué de 16,4% de femmes.

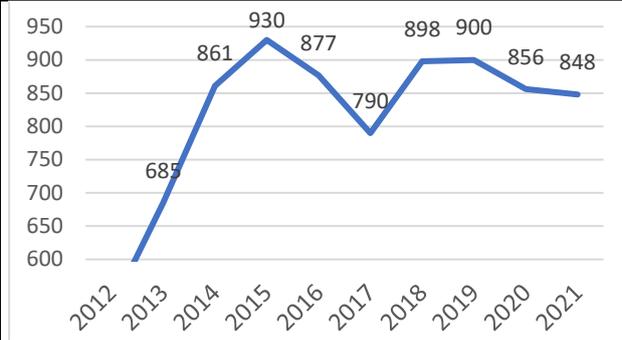
Sur la période de 2012 à 2021, l'effectif des élèves formés a connu un accroissement continu entre 2012 et 2015, puis une importante régression jusqu'en 2017 justifiée par la diminution des effectifs des auditeurs libres. Entre 2017 et 2021, l'effectif des élèves a augmenté en moyenne de 1,8 % par an.

Sources statistiques : ENTP

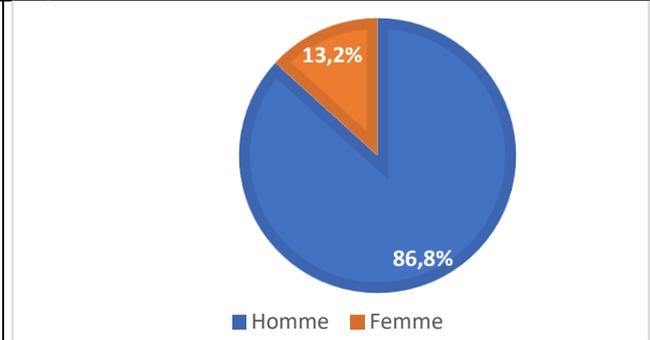
Tableau 8: Effectif des élèves de l'ENTP en 2021

Structure des élèves en 2021					Variation 2020 /2021		Variation 2019/2020	
Effectif	% Femmes	% d'auditeurs libre	% Élèves fonctionnaires	% Fonctionnaires élèves	En nombre	En %	En nombre	En %
848	13	73,1	18,6	8,3	+7	+1	+44	+5

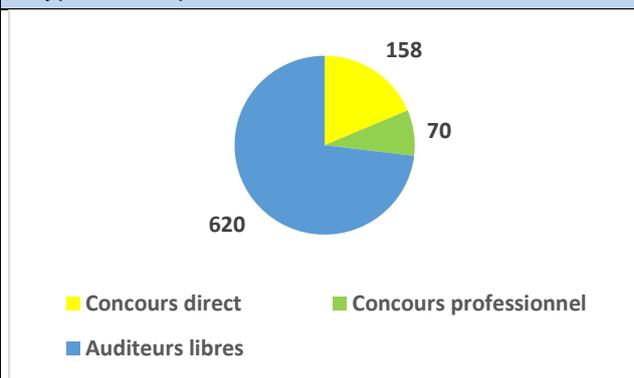
Graphique 37: Evolution des effectifs des élèves de 2012 à 2021



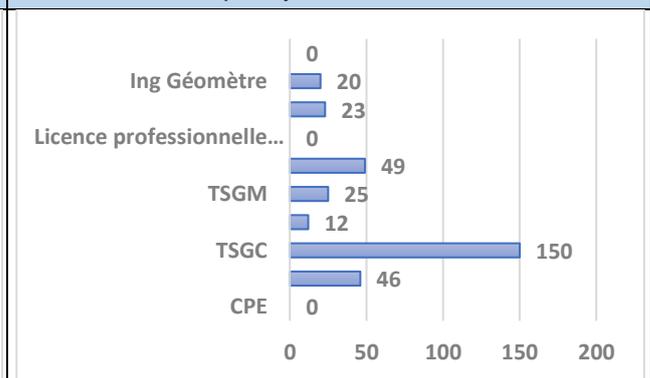
Graphique 38: Répartition des élèves en 2021 selon le genre



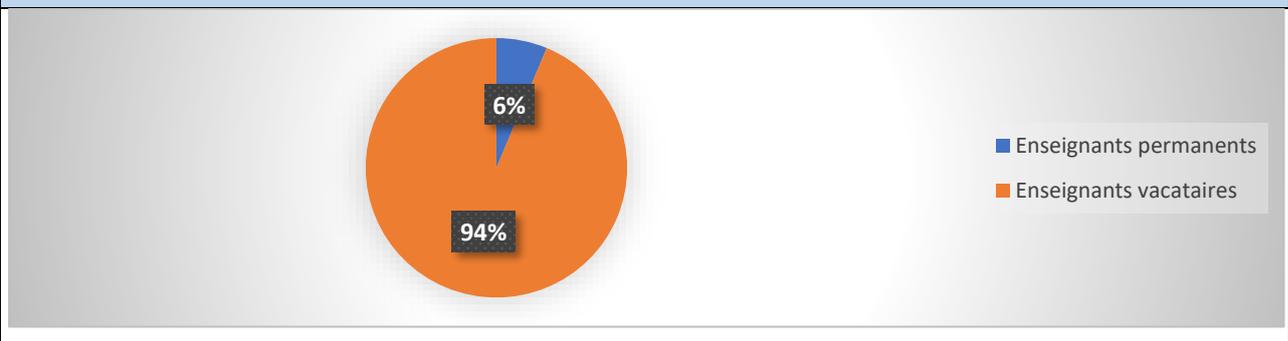
Graphique 39 : Répartition des élèves en 2021 selon le type d'inscription



Graphique 40 : Répartition de l'effectif des élèves sortants en 2021 par cycle de formation



Graphique 41 : Répartition des enseignants de l'école selon le statut.



Sources statistiques : DGESS à partir des données de l'annuaire statistique 2021

III

INFRASTRUCTURES

III. INFRASTRUCTURES

III.1. Infrastructures routières

➤ Réseau routier national

Points saillants

- Classification du réseau routier non actualisée depuis l'année 2000 ;
- Prédominance du linéaire de pistes rurales (75,1% du réseau connu) ;
- 89 km de voiries bitumées en 2021 contre 29 km en 2020.

Commentaires

Le réseau routier national est composé de routes classées, de pistes rurales et de la voirie urbaine selon au décret N°2000-268/PRES/PM/MIHU du 21 juin 2000 portant définition et réglementation du réseau routier national.

Le décret N°2000-269/PRES/PM/MIHU du 21 juin 2000 portant classification des routes au Burkina Faso définit un linéaire de 15 272 ¹Km de routes classées. Ce réseau classé est composé majoritairement des routes nationales (43,9%), suivies des routes départementales (32,7%) et des routes régionales (23,4%). Le réseau classé n'a pas été mis à jour depuis l'an 2000.

Le Répertoire Général des Pistes Rurales (RGPR) de juillet 1999 identifie un linéaire de 46 095 Km de pistes rurales. La région de l'Est comporte le plus grand linéaire soit 5 869 km de pistes rurales tandis que la région du Centre détient le faible linéaire soit 933 km. Tout comme le réseau classé, ce répertoire n'a pas été mis à jour.

Concernant la voirie urbaine, il n'existe pas pour le moment de répertoire y relatif. Toutefois, en termes de réalisation, le MID a effectué le bitumage de 89,12 km de voiries urbaines en 2021 contre 29,30 km en 2020. De 2017 à 2021, en moyenne 67,46 km de voiries urbaines sont bitumés par an. Il convient néanmoins de relever que la gestion de la voirie urbaine incombe aux collectivités territoriales.

Sources statistiques :

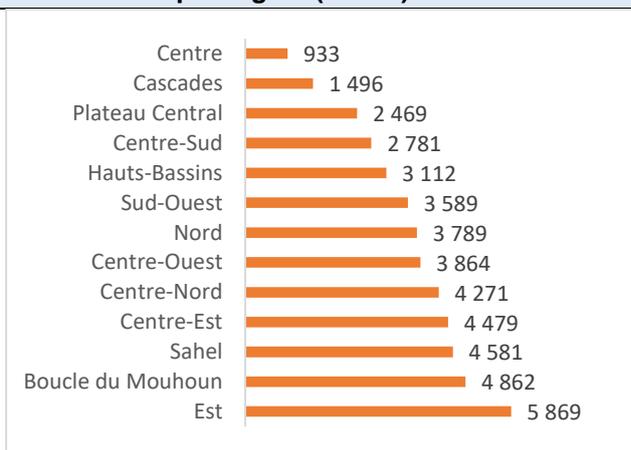
- Décret N°2000-268/PRES/PM/MIHU du 21 juin 2000 portant définition et réglementation du réseau routier national
- Décret N°2000-269/PRES/PM/MIHU portant classification des routes au Burkina Faso du 21 juin 2000 ;
- Répertoire général des pistes rurales, Juillet 1999

¹ Le décret donne un linéaire de 15 271 km mais le total par région donne 15 272 km

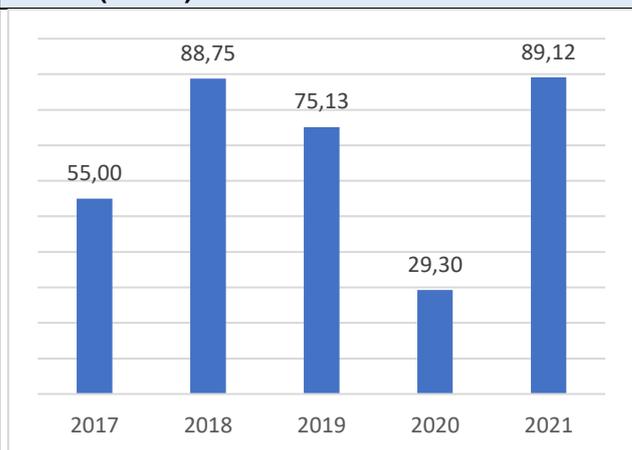
Tableau 9: Réseau routier national (km)

Réseau routier national	Linéaire	Date de classification
Routes classées	15 272	21 juin 2000
Pistes rurales	46 095	Juillet 1999
Voirie urbaine	nd	

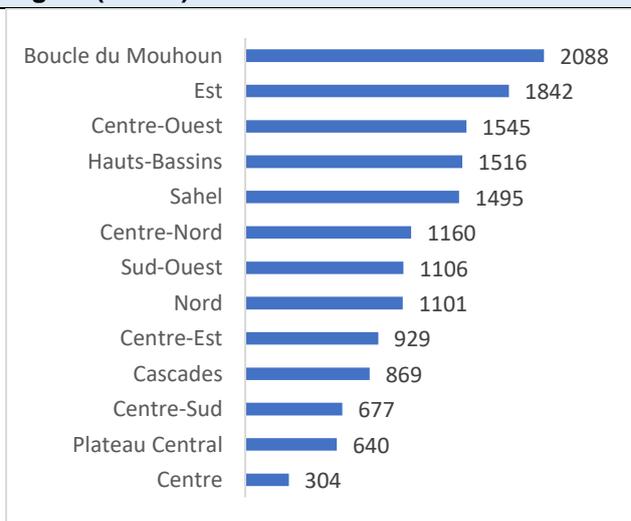
Graphique 42: Linéaire de pistes rurales inventoriées par région (en km)



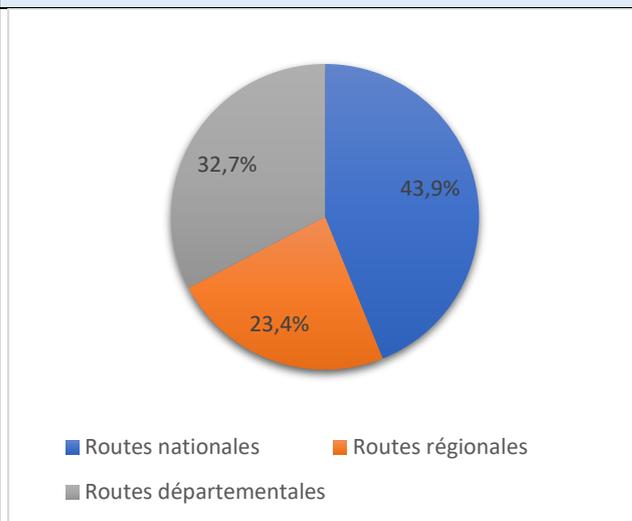
Graphique 43: Linéaire de voiries bitumées par année (en km)



Graphique 44: Linéaire de routes classées par région (en km)



Graphique 45: Répartition des routes classées



Sources statistiques : DGESS à partir des données de l'annuaire statistique 2021

➤ Réseau routier classé

Points saillants

- 171 km du réseau routier classé bitumé réceptionné en 2021 ;
- Forte proportion (73,8%) de route en terre du réseau routier classé en 2021 ;
- Densité du réseau routier classé : 5,64 km/100km².

Commentaires

Le linéaire de routes classées au Burkina Faso est de 15 272 km avec une densité de 5,6 km de routes au 100 km², inférieure à la moyenne africaine (6,84 km/100 km²) de 2017 et supérieure à celle de la CEDEAO (3,1 km/100 km²) de 2006.

La densité du réseau routier classé est plus importante dans la région du Centre où elle atteint 10,8 km/100 km² et plus faible dans la région de l'Est où elle est de 4 km/100 km².

En 2021, un total de 171 km du réseau classé a été bitumé² portant le linéaire de routes classées bitumées à 4 004 km en 2021, représentant 26,2% du réseau classé. Cinq régions à savoir la Boucle du Mouhoun (63 km), l'Est (60 km), le Centre-Est (28 km), le Centre-Ouest (18 km) et le Centre-Nord (2 km) ont été concernées par les travaux de bitumage.

Sur la période 2012-2021, un linéaire de 858 km de routes a été bitumé soit une moyenne de 85,8 km par an.

En 2021 les routes en terre représentent 73,8% du réseau classé constitué majoritairement de pistes améliorées de type A (+25,1%).

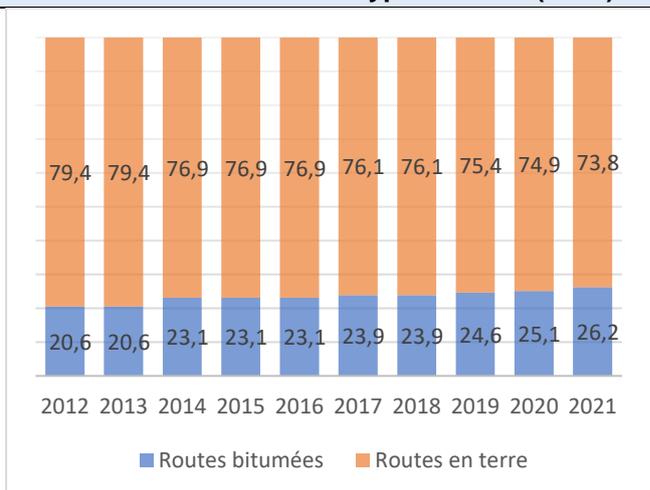
Sources statistiques : DGNET

² Il s'agit des linéaires bitumés et réceptionnés au 31 décembre de l'année.

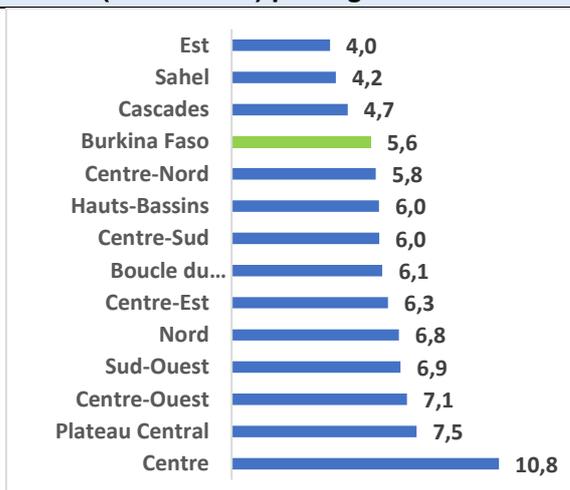
Tableau 10: Répartition du linéaire du réseau routier classé selon le type de route

Type de route	2012	2021	Écart 2020-2021	Écart 2012-2021
Routes bitumées	3 146	4 004	171	858
Routes en terre	12 126	11 268	-171	-858
Total	15 272	15 272	0	0

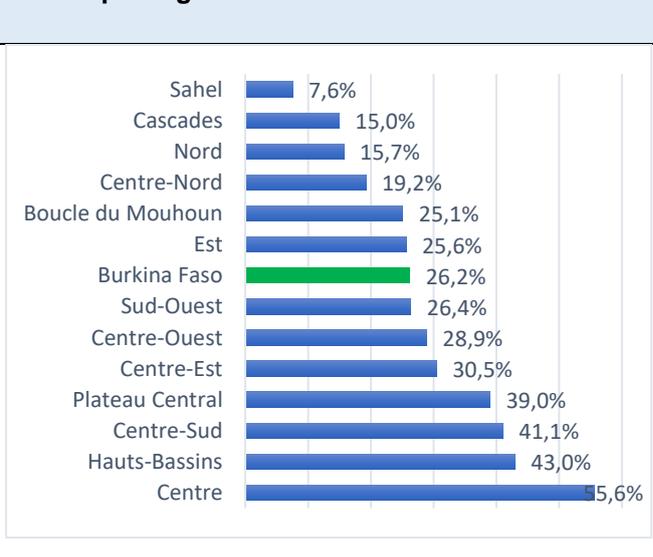
Graphique 46 : Répartition du réseau routier classé selon le type de route (en %)



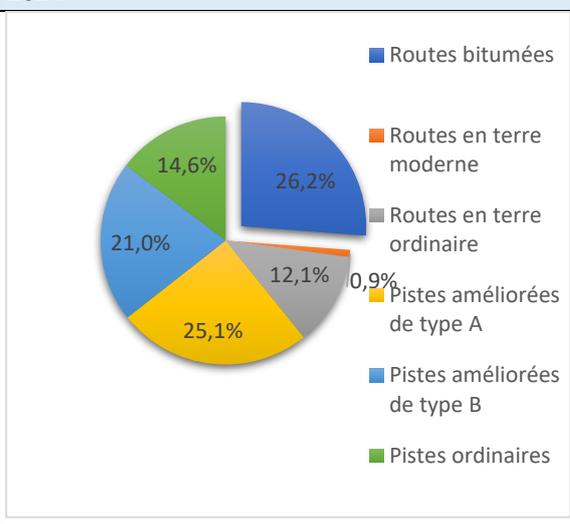
Graphique 47: Densité du réseau routier classé (km/100 km²) par région



Graphique 48 : Proportion du réseau routier classé bitumé par région en 2021



Graphique 49 : Répartition du réseau routier classé selon la classification technique en 2021



Sources statistiques : DGESS à partir des données de l'annuaire statistique 2021

➤ Réseau routier communautaire

Points saillants

- Forte proportion (+94,8%) du réseau communautaire bitumé ;
- Seulement 36,1% de routes communautaires en bon état en 2021.

Commentaires

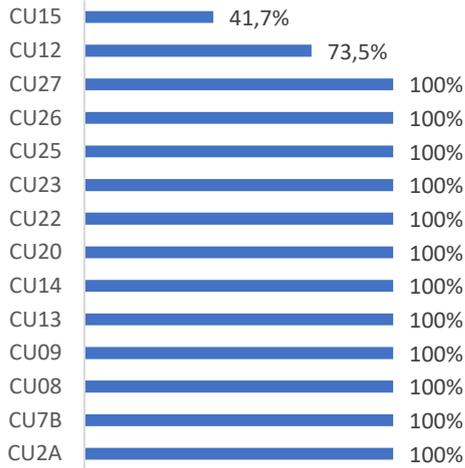
En 2021, le Burkina Faso compte quatorze (14) routes communautaires d'un linéaire total de 3 437,24 km représentant 22,5% du réseau routier classé.

Les routes bitumées représentent 94,8% du réseau communautaire. Toutes les routes communautaires sont entièrement bitumées à l'exception de la CU15 avec 41,7% bitumé et de la CU12 avec 73,5% bitumé. Les travaux de bitumage de la section Diapaga - Frontière du Bénin de la CU15 sont suspendus pour raison d'insécurité.

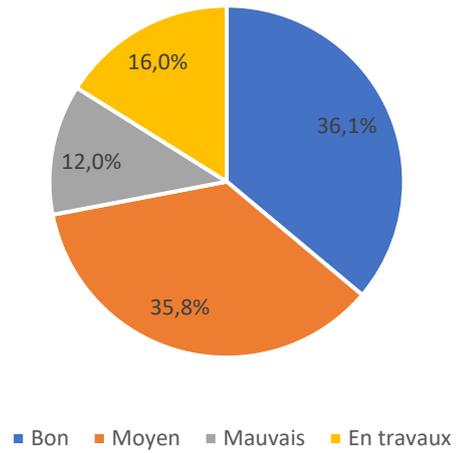
En 2021, 12,0% des routes communautaires sont en mauvais état, 16,0% en travaux, 35,8% en moyen état et 36,1% en bon état.

Sources statistiques : DGNET

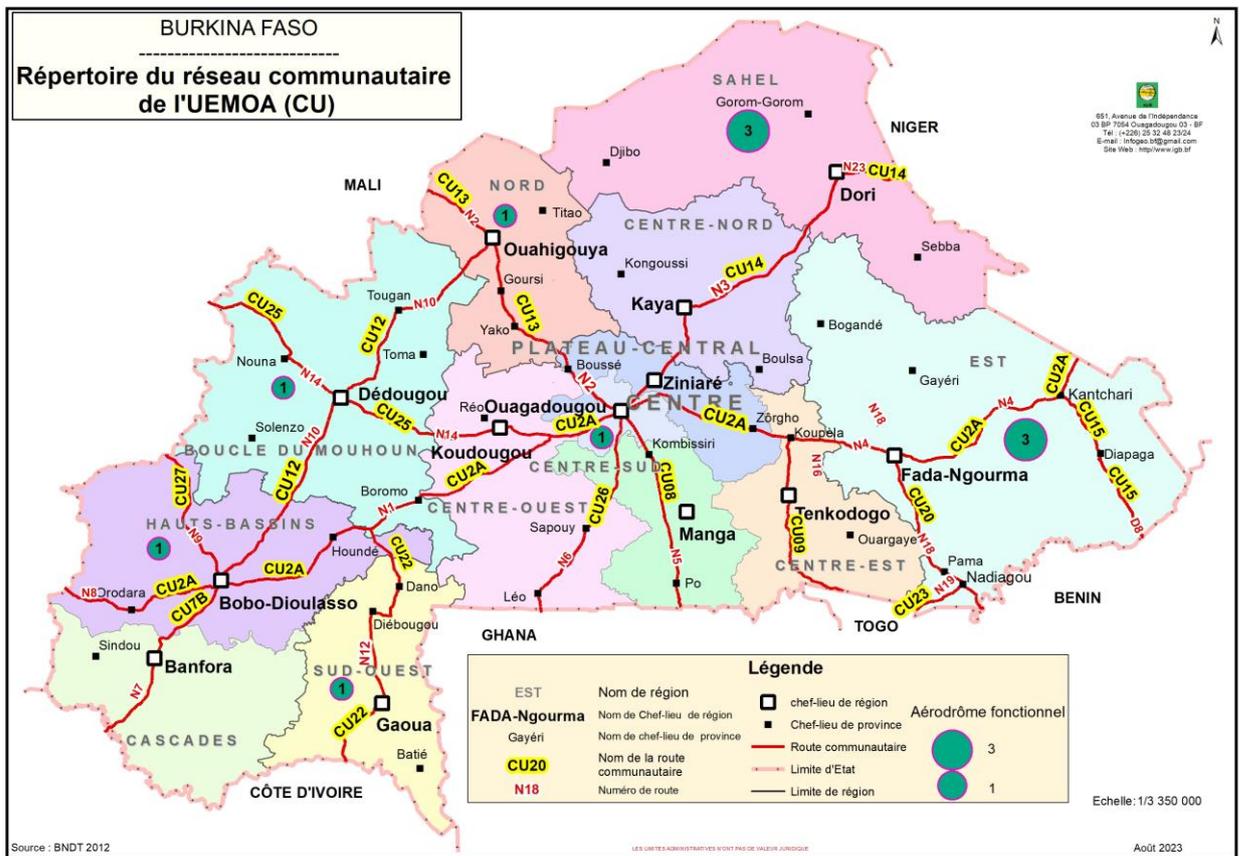
Graphique 50: Proportion de linéaire bitumé selon la route communautaire



Graphique 51: Répartition du réseau communautaire selon l'état en 2021



Carte 1: Répertoire du réseau communautaire



Sources statistiques : DGESS à partir des données de l'annuaire statistique 2021

➤ Entretien et état des routes du réseau classé

Points saillants

- 6 417,08 km de routes ont reçu un entretien courant en 2021 ;
- 468,84 km de routes ont reçu un entretien périodique en 2021 ;
- 47,43% du réseau routier classé en mauvais état en 2021.

Commentaires

En 2021, un linéaire de 6 417,08 km a bénéficié d'un entretien courant contre 6195,08 km en 2020, soit une hausse de 3,6% (+222 km). Le plus grand linéaire a été entretenu dans la région des Hauts-Bassins avec 1 254 km et le plus faible linéaire dans la région du Sud-Ouest avec 191 km.

Un linéaire de 468,84 km de routes a fait l'objet d'un entretien périodique en 2021 contre 649,2 km en 2020. Sur la période 2017-2021 un linéaire de 2 655,04 km a été entretenu avec une moyenne de 531,01 km par an.

La proportion du réseau routier en « bon état », sa proportion est passée de 12,7% en 2020 à 13,9% en 2021. En effet, certains « travaux en cours » d'exécution en 2020 ont été achevés en 2021 améliorant ainsi quelque peu l'état du réseau routier. Comme corollaire, la part des travaux en cours est passée de 12,9% en 2020 à 11,8% en 2021. Toutefois, la proportion du réseau routier en « mauvais état » n'a pas varié entre 2020 et 2021.

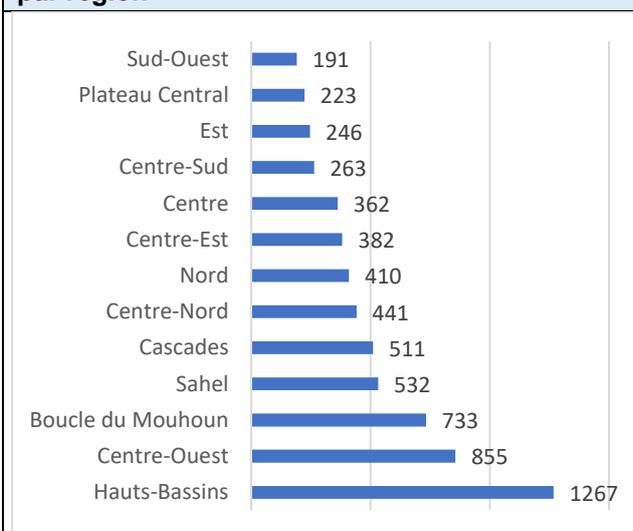
Le mauvais état des routes est le plus constaté au niveau des routes départementales (63,9%). Plus de la moitié du linéaire des routes régionales (55,8%) est en mauvais état. Cette proportion est de 30,7% pour les routes nationales.

Sources statistiques : DGER ; DGNET

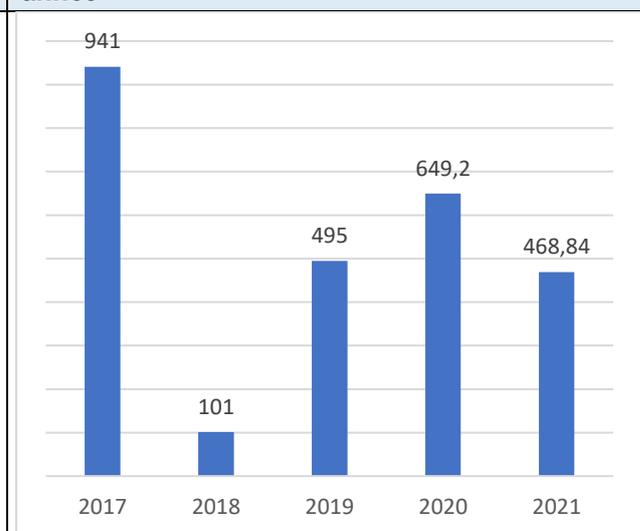
Tableau 11 : Répartition des routes entretenues selon le type d'entretien (en km)

Type d'entretien	2020	2021	Écart 2021-2020
Entretien courant	6 195,08	6 417,082	222,002
Entretien périodique	649,2	468,84	-180,36

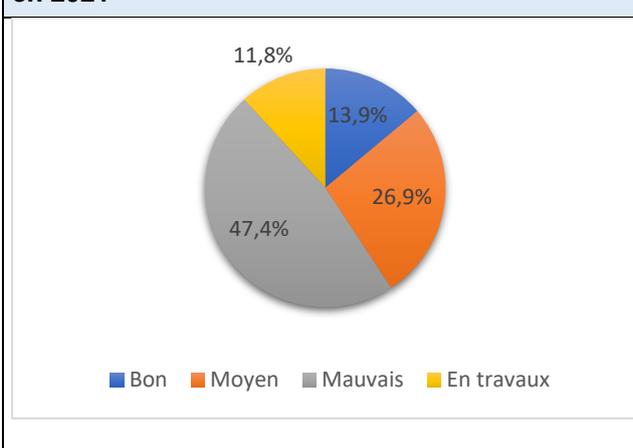
Graphique 52 : linéaire du réseau routier classé ayant bénéficié d'un entretien courant en 2021 par région



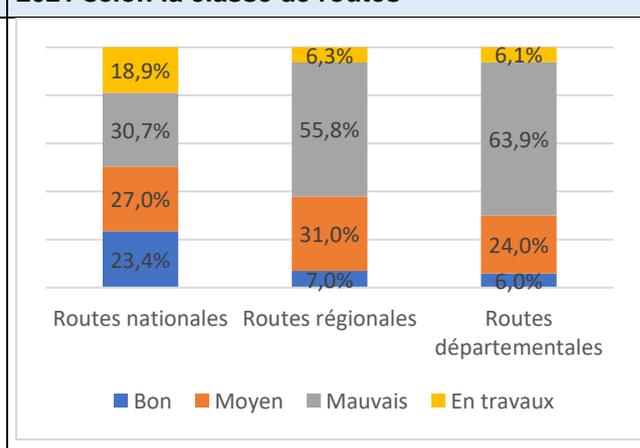
Graphique 53 : Linéaire du réseau routier classé ayant bénéficié d'un entretien périodique par année



Graphique 54: Réseau routier classé selon l'état en 2021



Graphique 55: Etat du réseau routier classé en 2021 selon la classe de routes



Sources statistiques : DGESS à partir des données de l'annuaire statistique 2021

➤ Pistes rurales

Points saillants :

- 951 km de pistes rurales aménagées en 2021 ;
- Proportion de pistes rurales aménagées à fin 2021 : 35,4 % ;
- 661,83 km de pistes rurales aménagées en moyenne par an de 2016 à 2021 ;
- 1 442,45 km de pistes rurales entretenues en 2021.

Commentaires

En 2021, un linéaire de 951 km de pistes rurales a été aménagé contre 206 km en 2020, soit une hausse de (+100 %). La région de la Boucle du Mouhoun a le plus long linéaire aménagé (151 km) pendant que la région du Sahel n'a bénéficié d'aucun aménagement de pistes rurales. En effet, du fait de l'insécurité, les travaux d'aménagements de pistes rurales n'ont pas été programmés dans la région du Sahel en 2021. Sur la période de 2016³ à 2021, un linéaire moyen de 661,83 km a été aménagé par an.

Le cumul du linéaire de pistes rurales aménagées à fin 2021 est de 16 313 km, soit 35,4% du répertoire général des pistes rurales (RGPR). La proportion du linéaire répertorié aménagée dans chaque région varie de 10,3% (Sahel) à 81,6% (Plateau Central).

Pour ce qui est de l'entretien des pistes rurales, un linéaire de 1 442,45 km a été entretenu en 2021, soit 445,68 km de plus qu'en 2020. Les travaux d'entretien de pistes rurales ont concerné dix (10) régions. Les régions du Centre-Sud, de l'Est et du Sud-Ouest n'en ont pas bénéficiés.

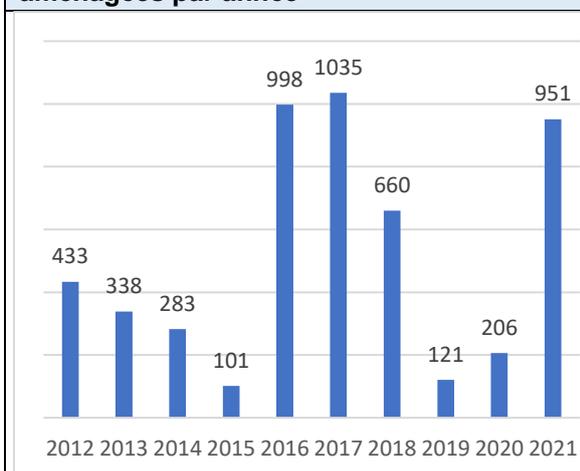
Sources statistiques : DGPR et DGER

³ Dans le cadre du PNDES 2016-2020, il était attendu un aménagement de 1000 km de pistes rurales par an.

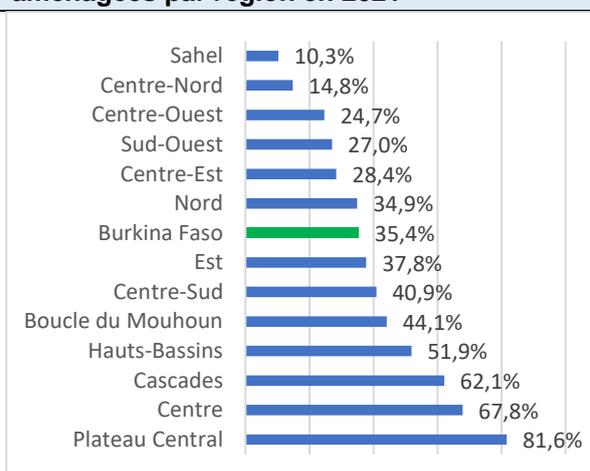
Tableau 12: Données sur les pistes rurales

	2020	2021	Entre 2012 et 2021
Pistes rurales aménagées (km)	206	951	5 126
Pistes rurales entretenues (km)	996,77	1 442	11 994,60

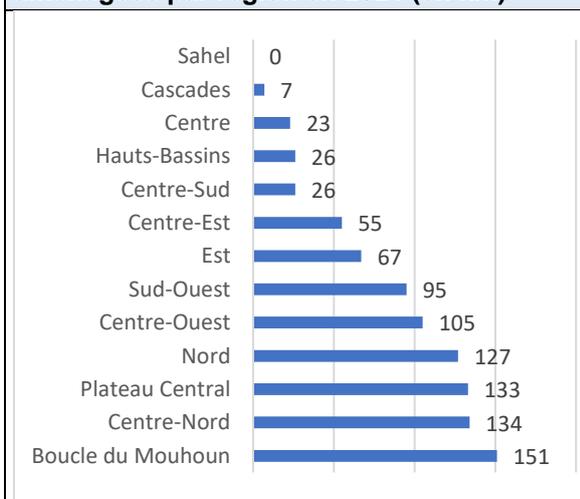
Graphique 56 : Linéaire de pistes rurales aménagées par année



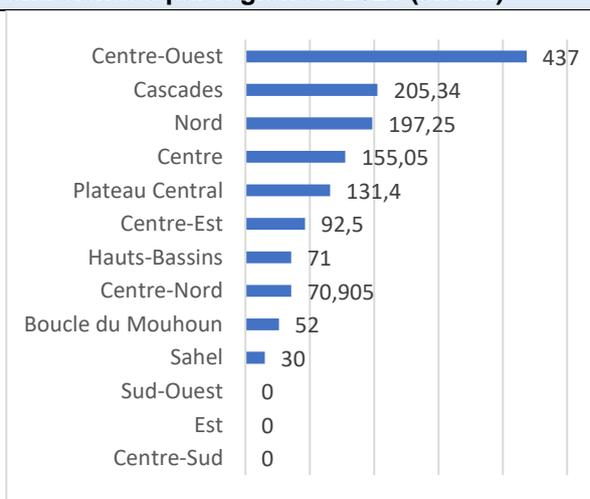
Graphique 57 : Proportion de pistes rurales aménagées par région en 2021



Graphique 58: Linéaire de pistes rurales aménagées par région en 2021 (en km)



Graphique 59: Linéaire de pistes rurales entretenues par région en 2021 (en km)



Sources statistiques : DGESS à partir des données de l'annuaire statistique 2021

➤ Infrastructures de sauvegarde

Points saillants

- 78,0% postes de péage fonctionnel en 2021 ;
- 721 postes de barrières de pluie en 2021 dont 86,6% fonctionnels ;
- La majorité (68,5%) des véhicules poids lourd font de la surcharge sur les routes en 2021.

Commentaires

En 2021, le Burkina Faso dispose de 50 postes de péage dont 39 fonctionnels. Cependant, parmi les postes de péage fonctionnels cinq (05) sont en mauvais état. Aussi, seulement quatre (04) régions ont tous leurs postes de péages fonctionnels.

Au titre des barrières de pluie, sur les 721 postes disponibles en 2021, 624 barrières sont fonctionnelles, soit 86,6% postes fonctionnelles. Le nombre de barrières de pluies fonctionnelles en 2020 étaient de 614 sur 691 disponibles (+88,9%), Six (06) régions ont tous leurs postes de barrières de pluie fonctionnels. Entre 2012 et 2021, le nombre de postes de barrières de pluies a augmenté de 278 du fait notamment de l'aménagement des pistes rurales.

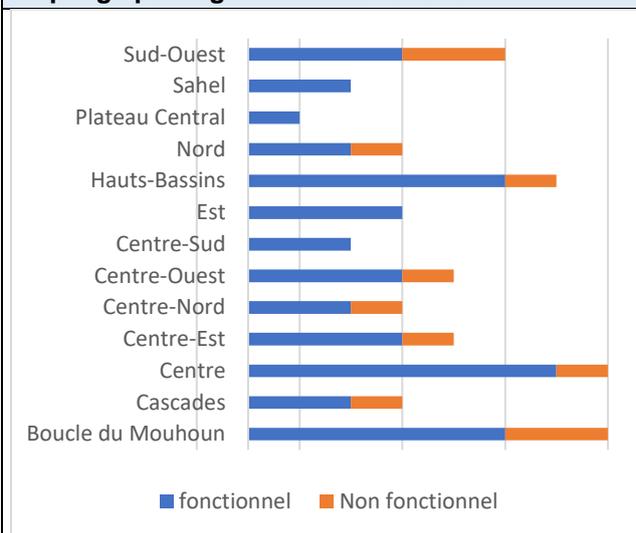
Le contrôle des véhicules poids lourd à la surcharge a connu une intensification sur la période 2018-2021, avec un effectif de 89 980 184 véhicules contrôlés passant de 15 204 à 105. Il ressort que la majorité des véhicules font de la surcharge sur les routes avec des proportions pouvant atteindre 80%, et ce, malgré l'application du règlement 14 de l'UEMOA relatif au contrôle de la charge à l'essieu. Ce qui constitue l'une des principales raisons de la dégradation précoce des routes.

Sources statistiques : FSR-B ; DRID

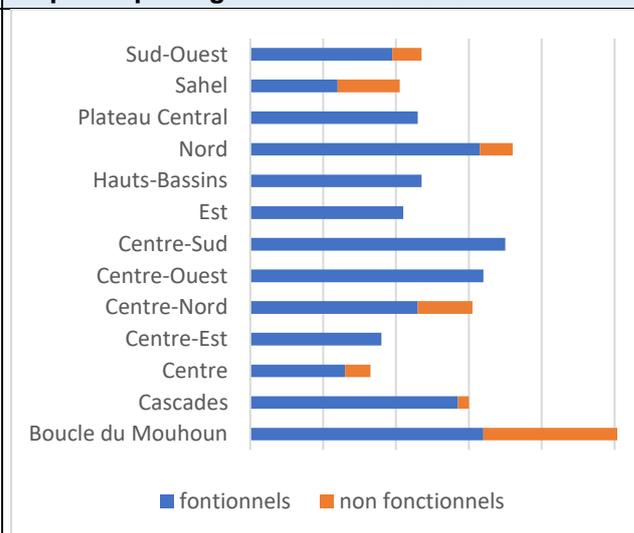
Tableau 13: Données sur la sauvegarde des infrastructures

	Nombre en 2021	% fonctionnel	Variation 2020-2021
			En nombre
Postes de péages	50	78,0	+1
Barrières de pluies	721	86,5	+30

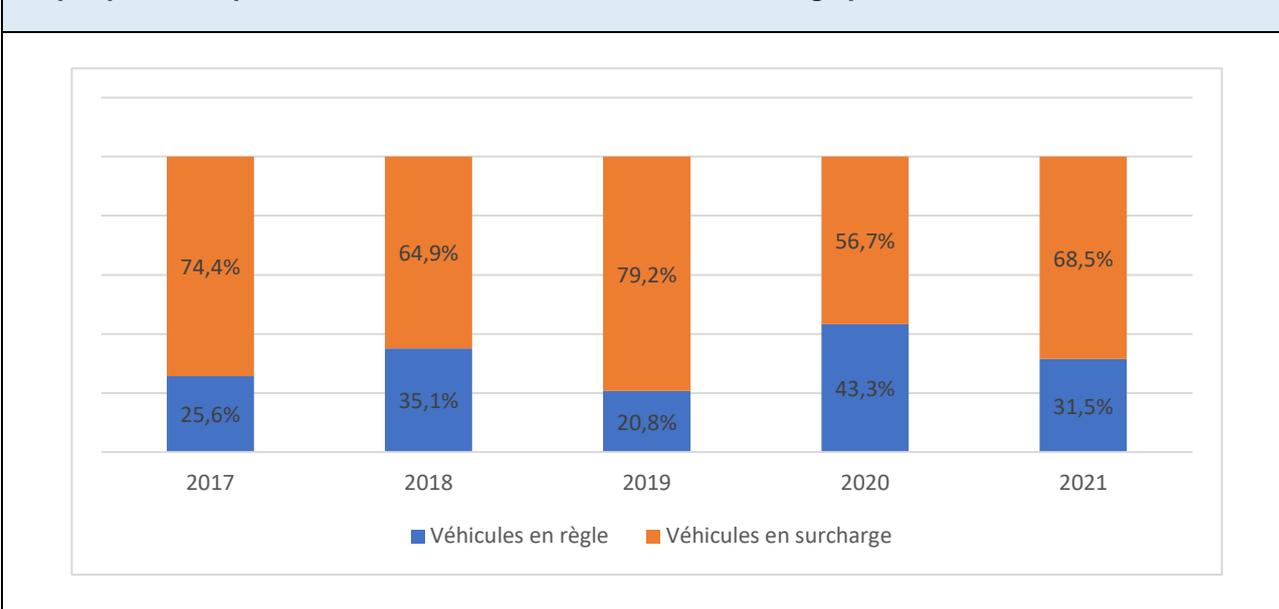
Graphique 60: Répartition du nombre de postes de péage par région selon la fonctionnalité



Graphique 61: Répartition des postes de barrières de pluies par région selon la fonctionnalité



Graphique 62: Répartition des véhicules contrôlés à la surcharge par an



Sources statistiques : DGESS à partir des données de l'annuaire statistique 2021

➤ Désenclavement des communes

Point saillant

- (+90,6%) communes reliées à leur chef-lieu de province par une route ou une piste en toutes saisons ;
- 7 régions sur 13 ont toutes leurs communes désenclavées en toutes saisons ;
- Hausse de 8,73% des voiries bitumées.

Commentaires

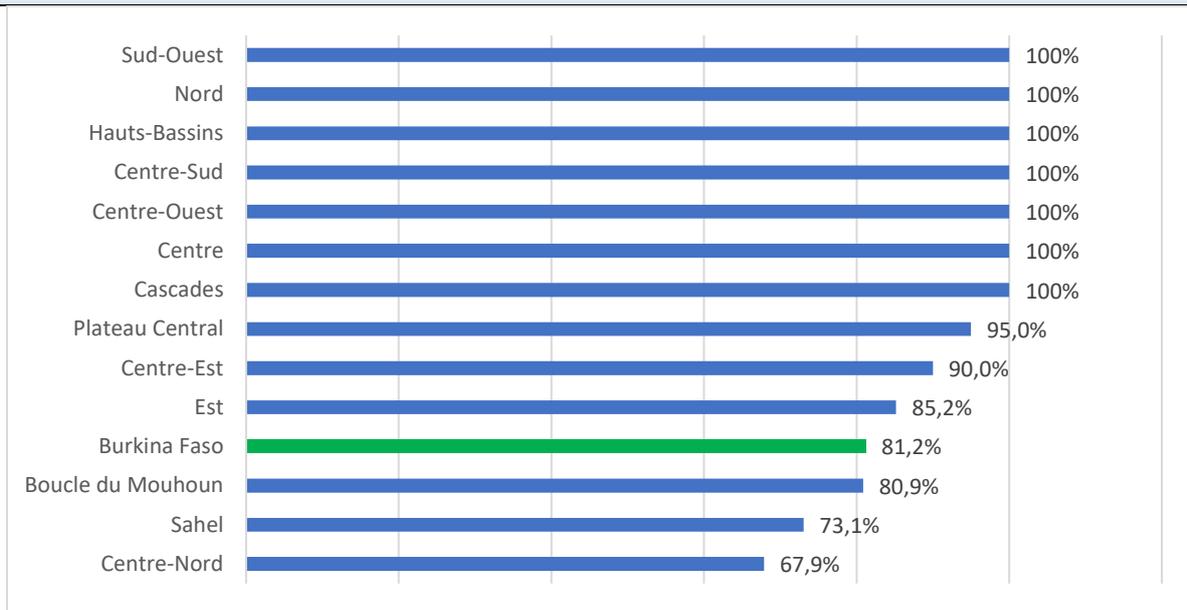
En 2021, sur les 351 communes du Burkina Faso, 318 communes (+90,6%) disposent d'une route ou d'une piste rurale permettant la mobilité des personnes et des biens vers le chef-lieu de leur province de rattachement en toutes saisons. La hausse du nombre de communes désenclavées s'explique par le fait que plusieurs travaux d'aménagement de pistes rurales ont été réalisés en 2021 (951 km). Aussi, toutes les régions ont bénéficié de travaux d'entretien courant.

Dans sept (07) régions du pays (Sud-Ouest, Nord, Hauts-Bassins, Centre-Sud, Centre-Ouest, Centre et Cascades), toutes les communes sont entièrement reliées à leurs chefs-lieux de province en toutes saisons. Dans les autres régions, la proportion des communes désenclavées (en toutes saisons) varie entre 67,9% pour la région du Centre-Nord et 95,0% pour le Plateau Central.

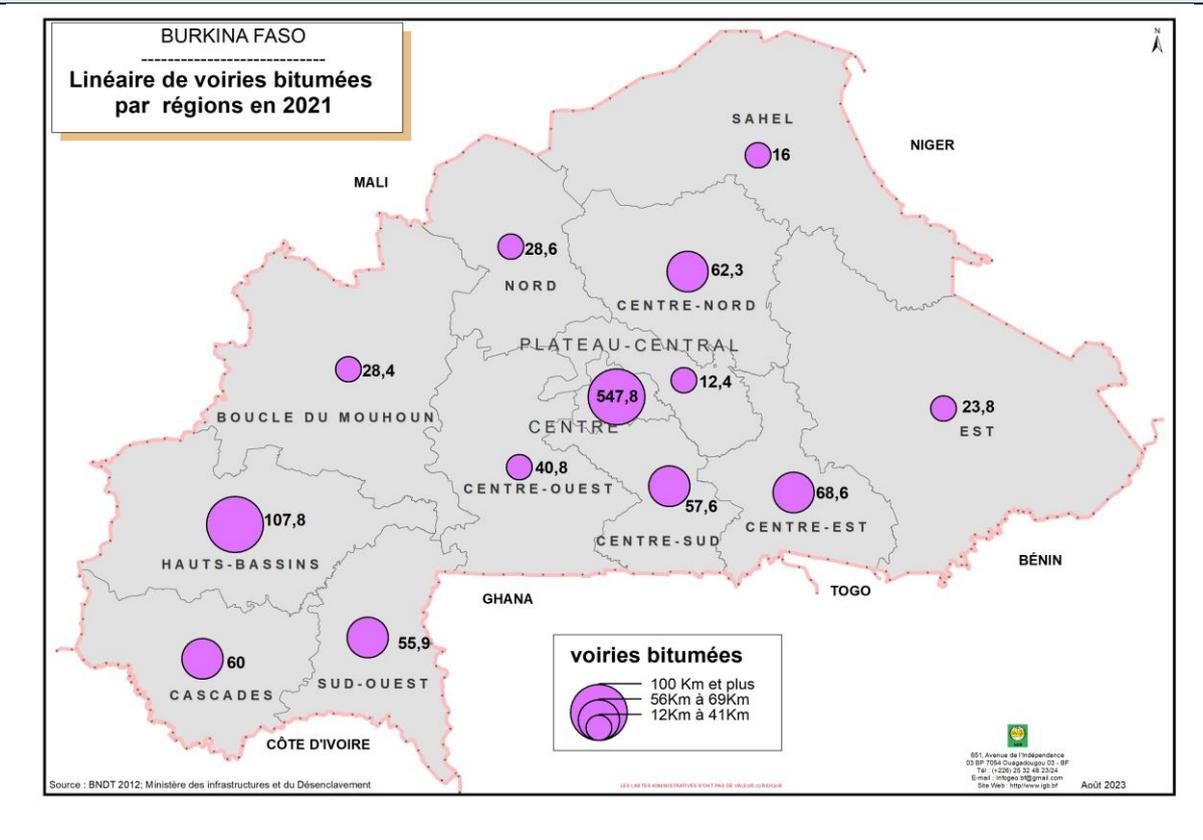
En 2021, le cumul du linéaire de voiries bitumées est de 1 110,1 km contre 1 021 km en 2020, soit une hausse de 8,7%. La région du Centre a le plus grand linéaire de voiries bitumées (547,8 km) et la région du Plateau Central a le plus faible linéaire (12,4 km). Sur la période 2017-2021, un total 337,5 km de voiries nouvellement bitumées, soit une moyenne de 67,5 km bitumé par an.

Sources statistiques : DGIR, DRID

Graphique 63: Proportion de communes reliées au chef-lieu de province en toute saison



Carte 2: Linéaire de voiries bitumées (cumul) par régions en 2021 (km)



➤ Trafic sur le réseau routier classé

Points saillants

- Campagne de comptage du trafic routier non réalisé depuis 2020 ;
- Comptage du nombre de ralentisseurs non tenu depuis 2020.

Commentaires

En 2021, les campagnes de comptage du trafic routier et du nombre de ralentisseurs n'ont pas eu lieu du fait de la situation sécuritaire.

Cependant en 2019, le volume de l'ensemble du trafic routier a diminué de 9 725 véhicules soit une baisse de 5,2% par rapport à 2018. Au niveau des véhicules poids lourds, le volume du trafic a augmenté de 3,5%. Ces résultats interviennent dans un contexte d'insécurité marqué par la recrudescence des attaques armées dans les régions du Sahel, du Nord, de l'Est et de la Boucle du Mouhoun. Aussi, la proportion des poids lourds sur le réseau routier a augmenté de 6 points de pourcentage par rapport à 2018.

Le nombre de ralentisseurs sur les routes bitumées en 2019 est de 1 150 sur un linéaire de 3 756 km soit 31 ralentisseurs au 100 km. Cela s'explique entre autres par la construction anarchique de ralentisseurs sur les routes due à l'insécurité routière.

Sources statistiques : DGNET

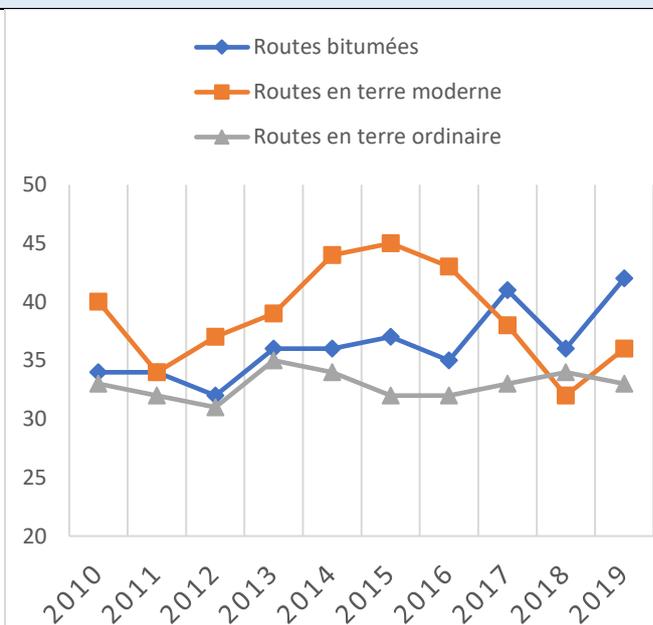
Tableau 14: Évolution du volume du trafic des poids lourds sur le réseau routier classé

	Volume du trafic 2020	Volume du trafic 2019	Écart 2018-2019	Variation 2018-2019 (%)
Poids lourds	nd	74 812	+2 499	+3,5
Ensemble du trafic	nd	185 779	-9 725	-5,2

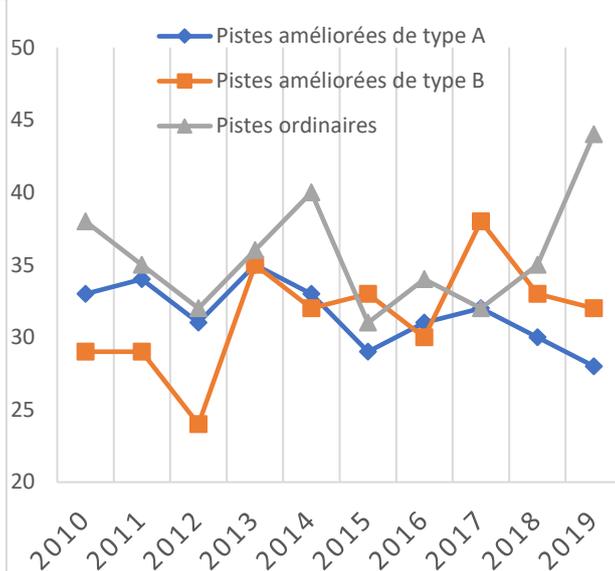
Tableau 15: Évolution du nombre de ralentisseurs sur les routes bitumées de 2017 à 2021

	2017	2018	2019	2020	2021
Linéaire bitumées	3 646	3 650	3 756	3 833	4 004
Nombre de ralentisseurs	1 188	1 191	1 150	nd	nd
Nombre de ralentisseurs au 100 km	32,6	32,6	30,6	nd	nd

Graphique 64: Évolution de la proportion du trafic poids lourd par type de routes (%) et par années



Graphique 65: Évolution de la proportion du trafic poids lourd par type de routes (%) et par années



Sources statistiques : DGESS à partir des données de l'annuaire statistique 2021

➤ Emplois générés par les travaux routiers

Points saillants

- Hausse (+25,6%) des emplois créés en 2021 ;
- Hausse de 1,55 point de pourcentage des emplois occupés par les femmes dans les travaux routiers en 2021 ;
- 64,7% des emplois créés à travers les travaux d'aménagements de pistes rurales.

Commentaires

Le nombre d'emplois créés dans le cadre des travaux routiers en 2021 est de 17 105 contre 13 624 en 2020, soit une hausse de 25,6%. Ces emplois sont majoritairement créés par les travaux d'aménagement de pistes rurales (64,7%). Le niveau constaté en 2021 s'explique par le fait que les travaux d'aménagement de pistes rurales démarrés en 2020 ont été en grande partie exécutés au cours de l'année 2021.

Les femmes occupent 15,4% des emplois créés contre 13,9% en 2020. Les emplois créés par les travaux HIMO présentent la plus grande proportion de femmes (+92,6%). Cependant, en termes d'effectif, les travaux d'aménagement de pistes rurales ont le plus employé de femmes avec 1 111 emplois créés.

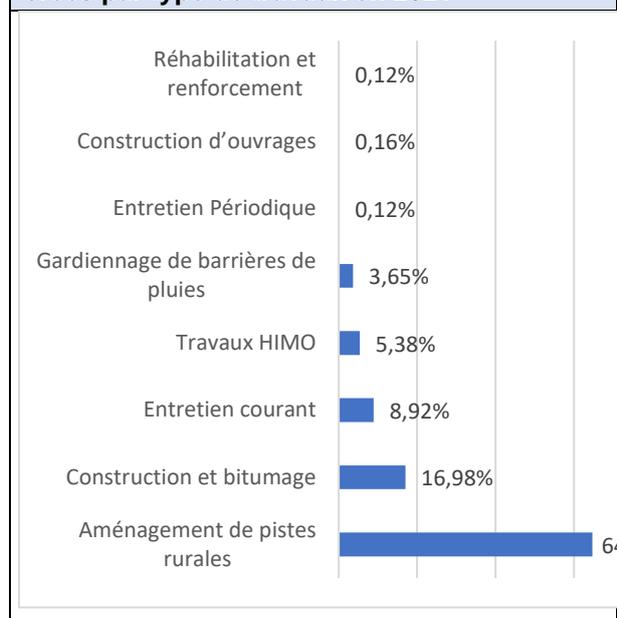
Sur la période de 2017 à 2021, en moyenne 25 507 emplois sont créés par an par les travaux routiers avec 31,9% d'emplois occupés par les femmes.

Sources statistiques : DGIR, DGPR, DGER, PTR-HIMO

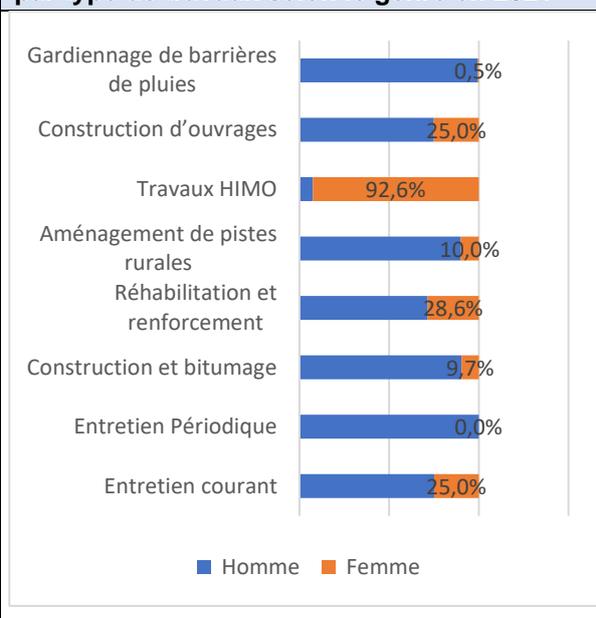
Tableau 16: Évolution des emplois créés à travers les projets routiers selon le genre

Sexe	2020	2021	Écart 2021-2020	Variation (%)
Homme	11 732	14 464	+2 732	+23,29
Femme	1 892	2 641	+749	+39,59
Total	13 624	17 105	+3481	+25,55

Graphique 66: Répartition (%) des emplois créés par type de travaux en 2021



Graphique 67: Répartition des emplois créés par type de travaux selon le genre en 2021



Sources statistiques : DGESS à partir des données de l'annuaire statistique 2021

III.2 Infrastructures ferroviaires et aéroportuaires

Points saillants :

- Longueur du réseau ferroviaire inchangée de 2012 à 2021 ;
- 9 aérodrômes fonctionnels sur 47 en 2021.

Commentaires

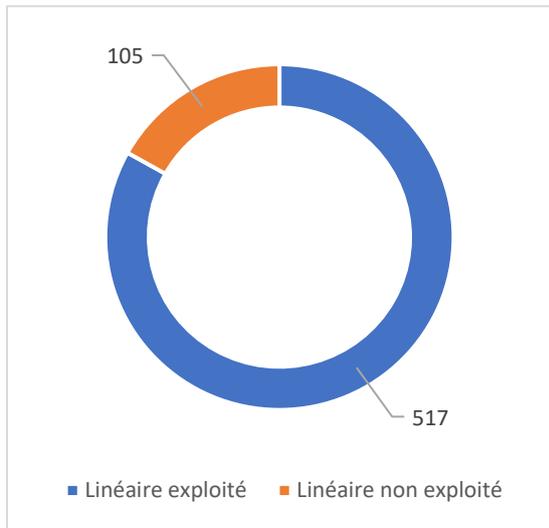
La longueur du réseau ferroviaire n'a pas connu d'évolution de 2012 à 2021.

Le linéaire total du réseau ferroviaire burkinabé (frontière Côte d'Ivoire - Ouagadougou - Kaya) est de 622 km. La longueur en exploitation (frontière Côte d'Ivoire - Ouagadougou) est de 517 km.

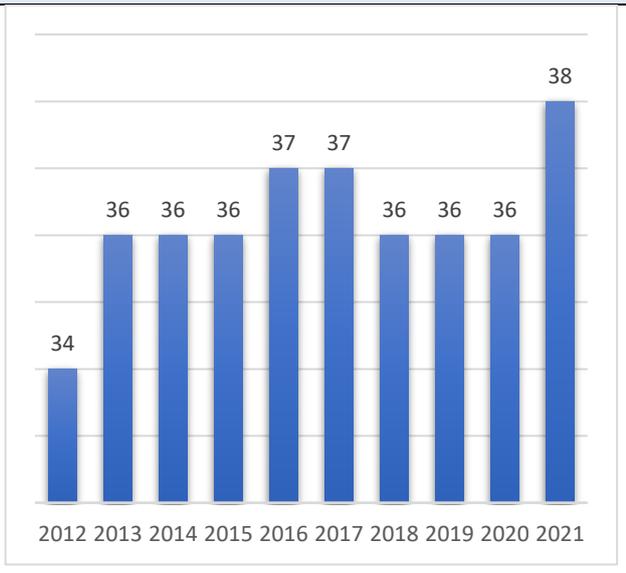
Le nombre d'aérodrômes n'a pas connu d'évolution entre 2012 et 2021. En 2021, sur les 47 aérodrômes existants, seulement 9 sont fonctionnels, soit 2 de moins qu'en 2020.

Sources statistiques : DGESS/ MTMUSR

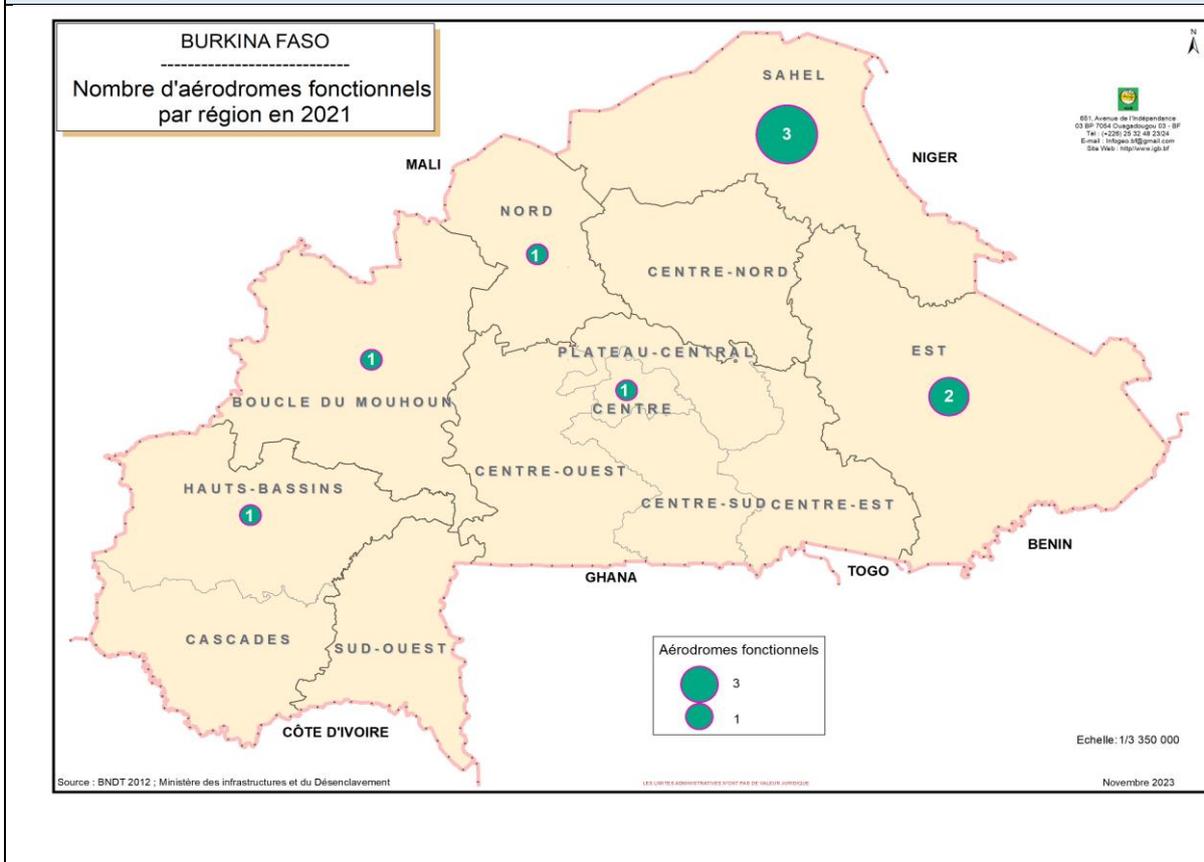
Graphique 68 : État du réseau ferroviaire en 2021 (km)



Graphique 69 : Évolution du nombre d'aérodromes non fonctionnels



Carte 3: Représentation des aérodromes fonctionnels



Sources statistiques : DGESS à partir des données de l'annuaire statistique 2021

III.3 Couverture cartographique du territoire

➤ Couverture du réseau national

Points saillants :

- Un réseau géodésique actuel qui n'a pas atteint le 3eme ordre en 2021
- Modernisation du réseau géodésique entamée avec l'existence de treize (13) stations GNSS CORS (Global Navigation Satellite System - Continuous Operations Reference Station), dont 03 fonctionnent permanemment ;

Commentaires

En 2021, le taux de couverture du territoire national en bornes géodésiques fonctionnelles est de 98,0%. Ce taux est resté stable depuis 2017 du fait de l'impossibilité de vérifier la fonctionnalité des bornes dans la région l'Est en raison du contexte sécuritaire difficile. Pour ce qui est de la réhabilitation du réseau de nivellement, il est resté stable de 2020 à 2021, soit 66,0%.

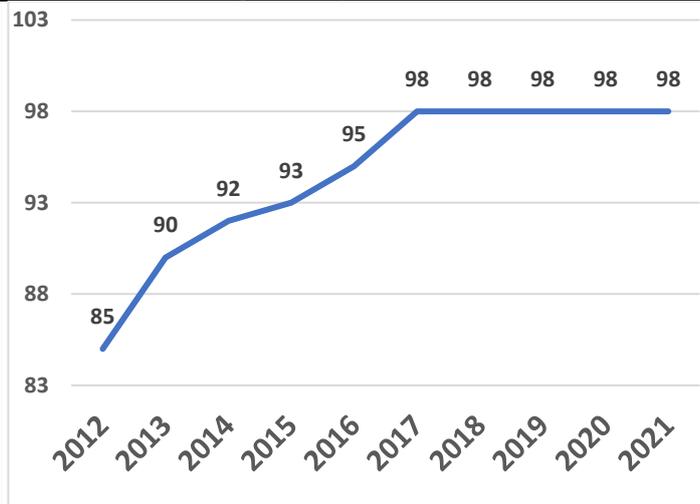
Le réseau géodésique actuel est du deuxième ordre (700 bornes). L'absence de ressources financières le réseau de troisième ordre n'a pas être opérationnalisé. Toutefois, à ce jour, il existe treize (13) stations GNSS CORS, même 10 des stations ne fonctionnent pas de façon permanente

Sur la période sous revue, le taux de couverture du territoire en bornes géodésiques fonctionnelles a connu une augmentation continue entre 2012 et 2017, passant de 85,0% à 98,0%, avant de rester stable sur le reste de la période.

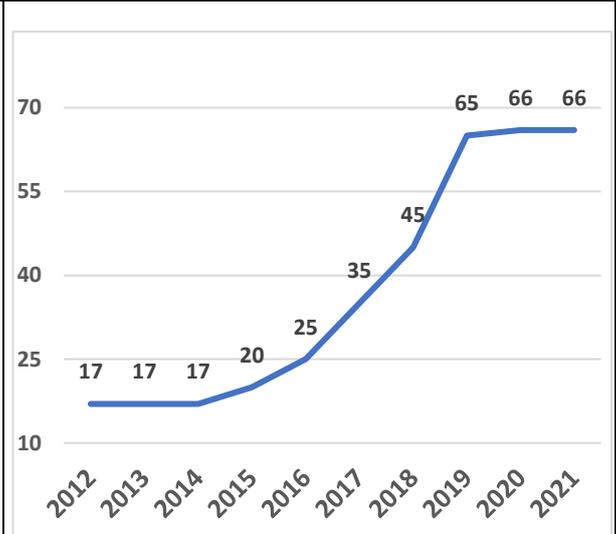
Pour ce qui est de la réhabilitation du réseau de nivellement, de 17,0% en 2012, elle est passée à 20,0% en 2015 pour atteindre 66,0% en 2020.

Sources statistiques : IGB

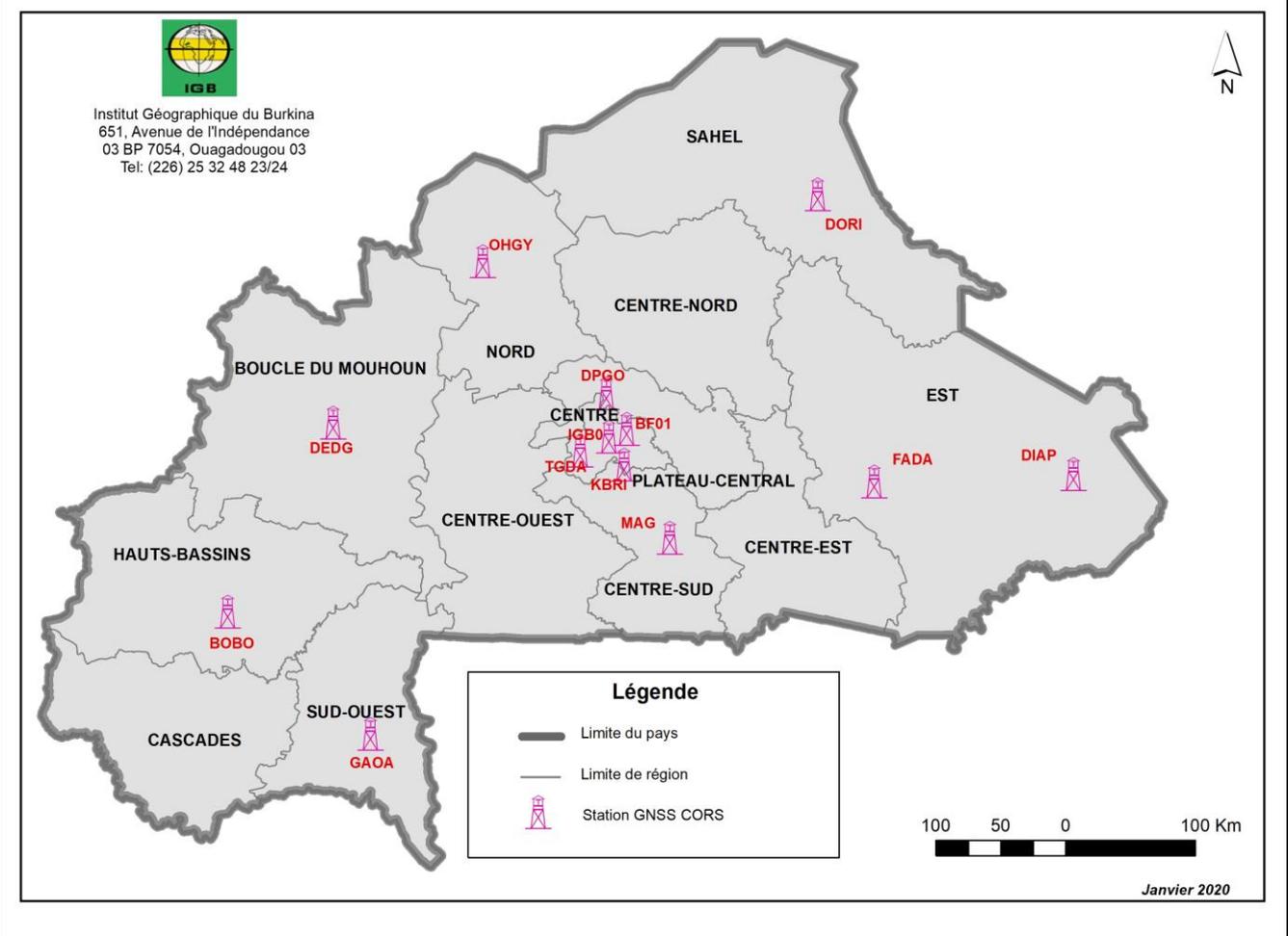
Graphique 70 : Evolution du taux de couverture du territoire national en bornes géodésiques fonctionnelles



Graphique 71 : Evolution du taux de réhabilitation du réseau de nivellement



Carte 4: Localisation des stations GNSS CORS



Sources statistiques : DGESS à partir des données de l'annuaire statistique 2021

➤ Production des cartes

Points saillants :

- Forte hausse du taux de production de cartes administratives et des plans des villes de 25,0% en 2017 à 51,9% en 2021 ;
- Taux de couverture du territoire national en cartes de base à l'échelle 1/50 000ème quasi stable à 55,0% depuis 2018.

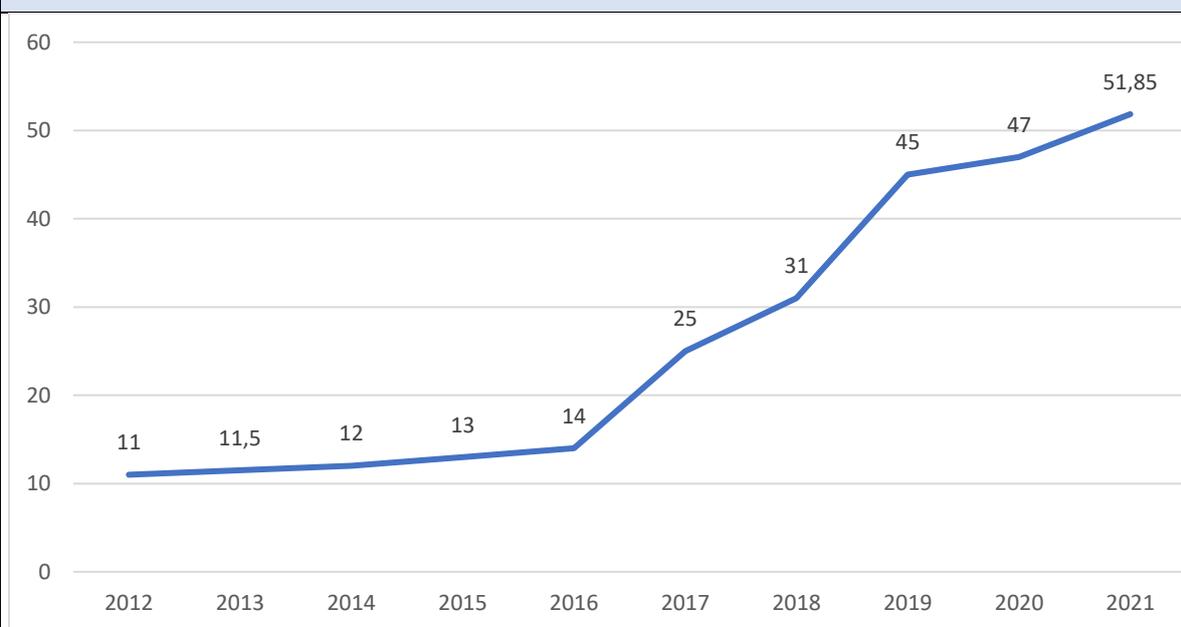
Commentaires

Le taux de production de cartes administratives et des plans des villes est passé, quant à lui, de 47,0% en 2020 à 51,9% en 2021, soit un gain de 4,97 points de pourcentage. Tandis que le taux de couverture du territoire national en cartes de base à l'échelle 1/50 000 ème, est resté stable depuis 2017, soit 55,0%.

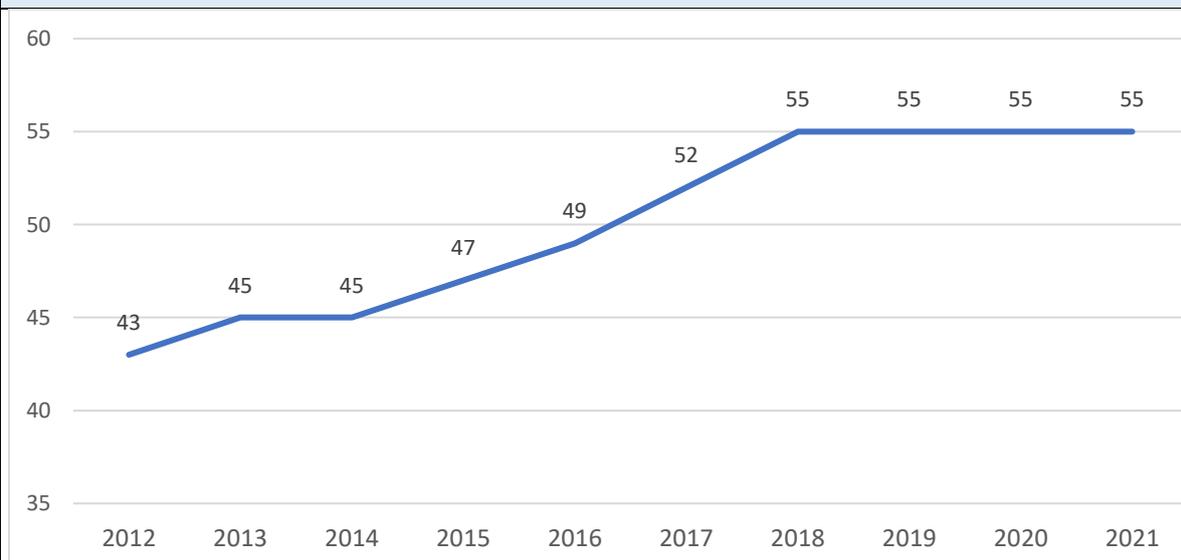
Sur la période sous revue, le taux de production de cartes administratives et des plans des villes enregistre une tendance haussière surtout à partir de 2017 (passant de 14,0% en 2016 à 25,0% en 2017 pour atteindre 51,9% en 2021) du fait notamment de la production des plans de villes dans les treize (13) régions, entamée à cette date. De même, le taux de couverture du territoire national en cartes de base à l'échelle 1/50 000ème est parti de 43,0% en 2012 pour se stabiliser à 55,0% à partir de 2018.

Sources statistiques : IGB

Graphique 72 Évolution du taux de production de cartes administratives et des plans des villes



Graphique 73 : Évolution du taux de couverture du territoire national en cartes de base à l'échelle 1/50000ème



IV
AUTRES STATISTIQUES DU MINISTÈRE

IV. AUTRES STATISTIQUES DU MINISTÈRE

IV.1 Agréments techniques

Points saillants

- Baisse (4,1%) du nombre de nouveaux agréments techniques délivrés en 2021 ;
- Forte tendance à l'abandon des catégories inférieures au profit des catégories supérieures.

Commentaires

Le nombre de nouveaux agréments techniques délivrés en 2021 est de 260 contre 271 en 2020, soit un taux de régression de 4,1%. Le nombre de nouveaux agréments délivrés connaît une tendance à la baisse sur la période 2017 – 2021. Sur la période de 2017 à 2021, en moyenne 241 agréments techniques sont délivrés par an.

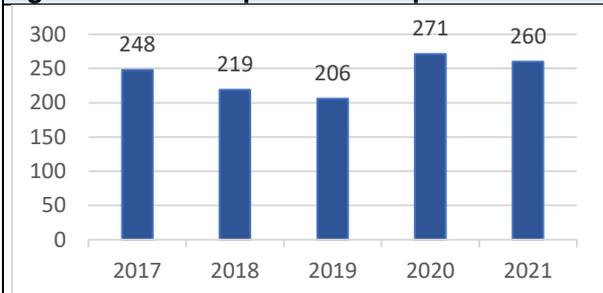
En 2021, le nombre d'agréments renouvelés est de 63 contre 32 en 2020. Sur la période 2017-2021, le nombre d'agréments renouvelés a connu une tendance à la hausse sauf en 2020 où il a enregistré la baisse.

Les catégories d'agréments T4+H (144 agréments) et T3+H (106 agréments) sont les plus délivrés en 2021, représentant un taux de 74,0%. Il est observé une tendance à l'abandon des catégories inférieures (H, T1, T1+H, T2, T2+H) au profit des catégories supérieures (T3, T3+H, T4, T4+H). Sur la période 2017 à 2021, il ressort un nombre important de changement de catégorie d'agrément technique notamment en faveur de la catégorie T4+H (43 changements).

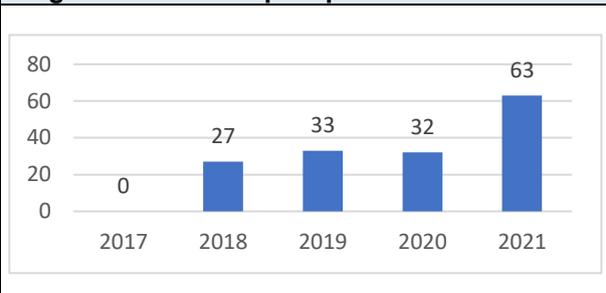
D'une manière générale, il y a plus d'hommes détenteurs d'agréments techniques que de femmes. En 2021, seulement 14,4% des agréments techniques sont détenus par des femmes.

Sources statistiques : DGESS, DMP

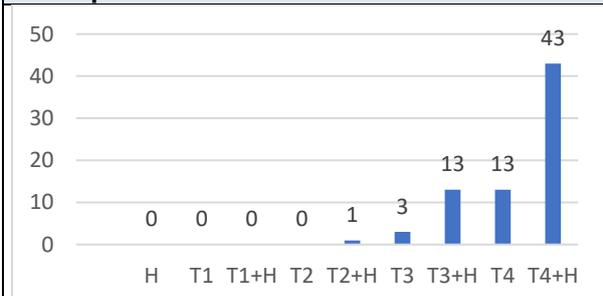
Graphique 74 : Nombre de nouveaux agréments techniques délivrés par an



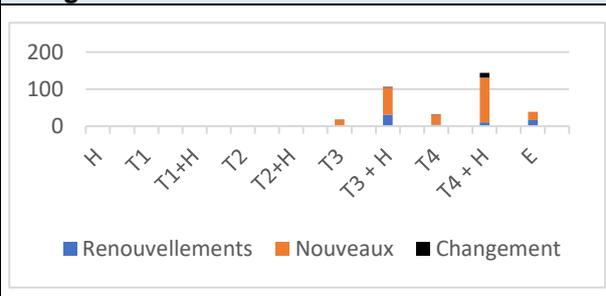
Graphique 75 : Nombre de renouvellements d'agréments techniques par an



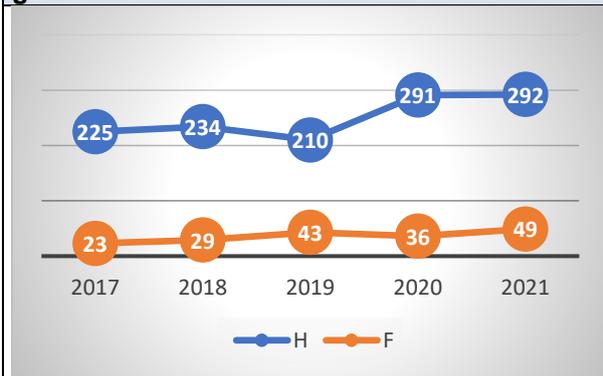
Graphique 76 : Nombre de changements de catégories d'agréments techniques effectués sur la période 2017-2021



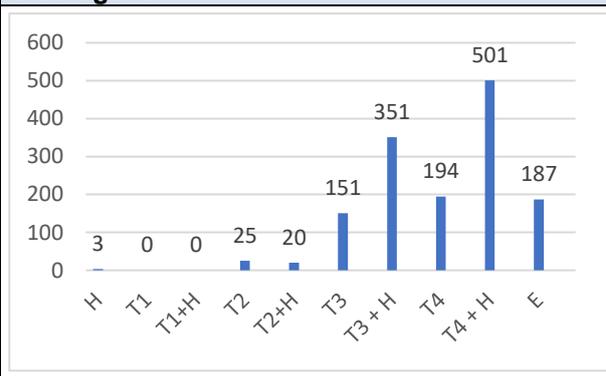
Graphique 77 : Evolution du nombre d'agréments techniques délivrés selon la catégorie en 2021



Graphique 78: Evolution du nombre d'agréments techniques délivrés selon le genre



Graphique 79: Nombre d'agréments techniques en cours de validité en 2021 selon la catégorie



Sources statistiques : DGESS à partir des données de l'annuaire statistique 2021

IV.2 Marchés publics

Points saillants

- Forte proportion (33,0%) de marchés passés suivant les procédures exceptionnelles en 2021 ;
- Peu de marchés de travaux (37) lancés en 2021.

Commentaires

En 2021, la procédure normale de passation de marché public représente 67,0% contre 89,8% en 2020, soit un recul de 22,8 points de pourcentage. La proportion des marchés passés suivant les procédures exceptionnelles (33,0%) en 2021 reste supérieure à la norme de 15% fixée par la réglementation. Elle est en nette progression par rapport à 2020 (10,2%). Cela fait suite essentiellement aux décrets pris pour alléger les procédures dans le cadre de la mise en œuvre du PUS-BF et aussi du projet HELVETAS SUISSE arrivé en fin de cycle.

En 2021, 50% des entreprises titulaires des marchés ont respecté leurs délais d'exécution contre 69,4% en 2020, soit une baisse de 19,4 points de pourcentage. Dans la même année 4,5% des entreprises ont vu leurs contrats résiliés. Par ailleurs, 45,5% des entreprises n'ont pas respecté les délais d'exécution contre 30% en 2020.

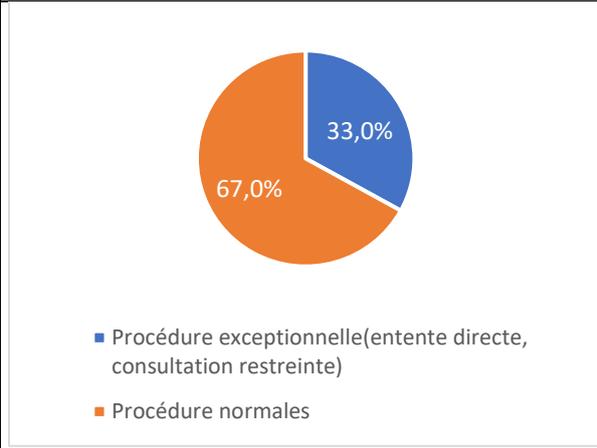
En ce qui concerne les contrats approuvés en 2021, ils relèvent de la catégorie T4+H (25), T3+H (07) et E (05). Ces contrats approuvés sont en baisse par rapport à 2020 où leurs nombres étaient respectivement de 140, 40 et 37. Cela s'explique par le fait qu'il n'y a pas eu assez de marchés de travaux lancés en 2021.

Sources statistiques : DGESS et DMP

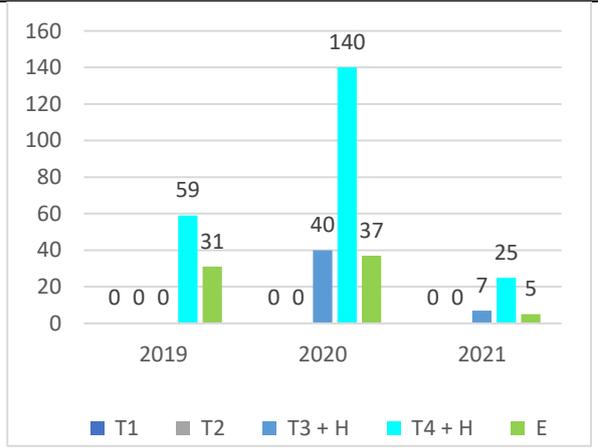
Tableau 17: Nombre de marchés publics passés selon la procédure

	2020	2021	Variation 2021/2020 (en %)	% marchés en 2020	%marchés en 2021
Procédures exceptionnelles (Entente directe, Consultation restreinte)	36	36	+0	10,2	33
Procédures normales	318	73	-77	89,8	67
Ensemble	354	109	-69,2	100	100

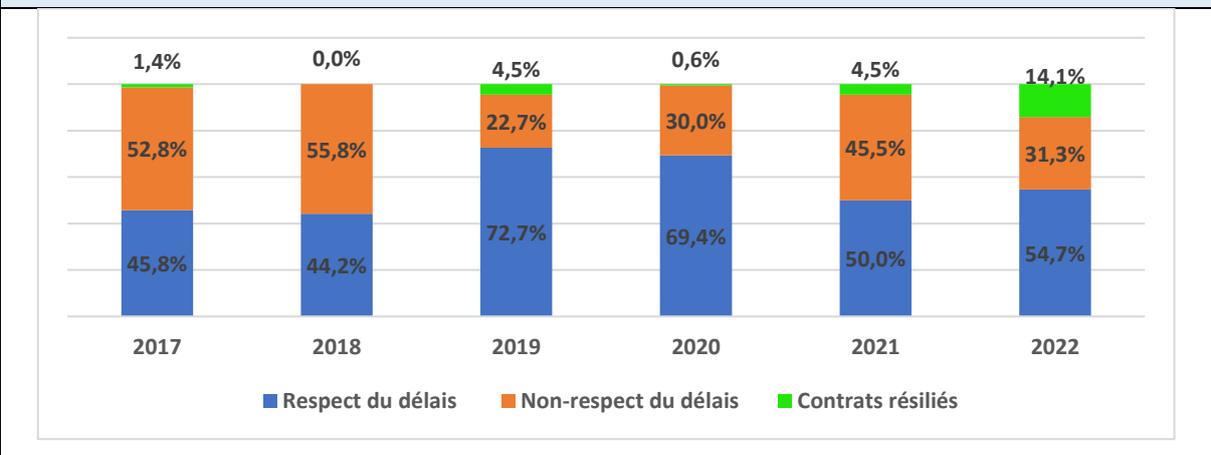
Graphique 80: Structure des marchés passés par type de procédure en 2021



Graphique 81: Structure des contrats approuvés entre 2019 et 2021



Graphique 82: Répartition des entreprises selon la performance de 2017 à 2021



Sources statistiques : DGESS à partir des données de l'annuaire statistique 2021

CONCLUSION

Le Ministère des Infrastructures et du Désenclavement assure la mise en œuvre et le suivi de la politique du gouvernement en matière d'infrastructures et de désenclavement.

Pour ce faire, il produit périodiquement un annuaire statistique des infrastructures de transport qui présente les principaux indicateurs définis pour assurer le suivi de sa performance. Les plus pertinents de ces indicateurs sont analysés dans le tableau de bord statistique des infrastructures de transport.

Le Tableau de bord des infrastructures de transport 2021 analyse l'évolution des indicateurs contenus dans l'Annuaire statistique des infrastructures de transport 2021, en relevant notamment les points saillants et les facteurs justificatifs de leur évolution. Son élaboration a impliqué toutes les structures productrices des données au sein du ministère.

En 2021, il ressort que les efforts consentis par l'ensemble des structures du ministère dans la réalisation d'infrastructures de transport ont permis d'améliorer le niveau de ses indicateurs de performance. Ces efforts ont permis entre autres d'améliorer la proportion du réseau routier classé en bon état qui passe de 12,7% en 2020 à 13,9% en 2021 ; d'aménager 745 km de pistes rurales de plus qu'en 2020, portant ainsi la proportion des pistes rurales aménagées à 35,4% et de réaliser le bitumage de 89,12 km de voiries urbaines en 2021 contre 29,30 km en 2020.

Toutefois, le contexte sécuritaire difficile que traverse le pays a entravé la mise en œuvre de certaines actions initialement prévues, et partant la performance d'ensemble du ministère en matière d'infrastructures et de désenclavement.

ANNEXES

Annexe 1: Équipe d'élaboration du Tableau de bord 2021 des infrastructures de transport

N°	Nom(s)	Prénom(s)	Structures	Contacts WhatsApp	E-mail
1	BALIMA	Zenabo	DGESS	76 67 96 22	balimazenabo@yahoo.fr
2	SOME	Bakounissouon	DGESS/DSSE	76 57 54 56	sabakounine@yahoo.fr
3	BATIONO	Balélé	DGPR	70 30 64 72	b.a.bationo@gmail.com
4	KABORE	W. Vincent De Paul	DGESS/DPPS E	75 15 18 14	mando_yel@yahoo.fr
5	ZAGRE	Amade	DGESS/DSSE	70 29 66 30	amadzagre@yahoo.fr
6	ZANGRE	Benoît	DGESS/DSSE	79 68 12 89	zangrebenoit7@gmail.com
7	YAMEOGO/ GOUBA	Prudence	IGB	70 51 14 93	goubaprudence@yahoo.fr
8	IDANI	Lamine Bachirou	DGESS/DSSE	67 63 03 02	laminebachirouidani@gmail.com
9	DOMBOUE	Salia	DRH	71 08 18 16	mobsalia@gmail.com
10	TRAORE	Youssouf	DGNET	65 00 66 57	Youstraore86@gmail.com
11	KIENOU	Sogohoun Ambroise	DGER	78 55 66 13	kieddou@yahoo.fr
12	OUEDRAOGO	S. Madi	DGF	64 49 69 65	saidouesaie@gmail.com
13	SAWADOGO	N.W Parfait	DGESS/DSSE	76 05 43 98	sawadogonwkparfait@yahoo.fr
14	BOUDA	Moussa	INSD	70 08 95 94	moussa_bouda@yahoo.com
15	KIMPE	P. Loulou	DGESS	72 92 30 15	pepsonkimpe@gmail.com
16	SAWADOGO	Elyasse	DGIR	78 24 07 27	elyasse77@yahoo.fr
17	YERBANGA	Hiliaza	DGESS/ DSSE	74 33 90 77	yhiliaza@gmail.com
18	LANKOUANDE	Yenyaba	FSR-B	70 98 90 99	yenyaba@yrh.fr
19	YAMEOGO	Noufou	DRID-CN	72 81 82 26	

Annexe 2: Participants à l'atelier de validation du Tableau de bord 2021 des infrastructures de transport

N°	Nom(s)	Prénom(s)	Structures	Contacts WhatsApp	E-mail
1	SINARE	Alassane	Cabinet		
2	BALIMA	Zenabo	DGESS	76 67 96 22	balimazenabo@yahoo.fr
3	SOME	Bakounissouon	DGESS/DSSE	76 57 54 56	sabakounine@yahoo.fr
4	ZERBO	Issa	DGF/MID		
5	OUEDRAOGO	Hamado	SP-TRHIMO	58 24 06 83	
6	BATIONO	Balélé	DGPR	70 30 64 72	b.a.bationo@gmail.com
7	ZAGRE	Amade	DGESS/DSSE	70 29 66 30	amadzagre@yahoo.fr
8	IDANI	Lamine Bachirou	DGESS/DSSE	67 63 03 02	laminebachirouidani@gmail.com
9	DOMBOUE	Salia	DRH	71 08 18 16	mobsalia@gmail.com
10	KOLOGO	S. Roger	DRH	68 51 36 64	Rgerkologo14@gmail.com
11	TRAORE	Youssouf	DGNET	65 00 66 57	Youstraore86@gmail.com
12	KIENOU	Sogohoun Ambroise	DGER	78 55 66 13	kieddou@yahoo.fr
13	BOUDA	Moussa	INSD	70 08 95 94	moussa_bouda@yahoo.com
14	KIMPE	P. Loulou	DGESS	72 92 30 15	pepsonkimpe@gmail.com
15	KOBORI	Kokoro	DRID-CN	72 32 32 72	Kokorokob90@gmail.com
16	SAWADOGO	Issa	DGESS	75 27 86 36	Isawadogo124@gmail.com
17	OUEDRAOGO	Frédéric	DGESS	60 43 44 64	oue_frd@yahoo.fr
18	MILLOGO	Dié Laurent	DMP	76 02 48 05	desmillogo@gmail.com
19	MOULANE	H. Nestor	DGER	61 45 97 66	hadomoulane6@yahoo.fr

Annexe 3: Répertoire du réseau communautaire de l'UEMOA (CU) traversant le Burkina Faso

Nom de la route communautaire	Itinéraire	Linéaire total (km)
CU2A	Frontière du Mali - Orodora - Bobo-Dioulasso - Boromo - Ouagadougou - Zorgho - Koupela - Fada N'Gourma - Frontière du Niger	872,31
CU7B	Frontière de la Côte-D'Ivoire - Banfora - Bobo- Dioulasso	154,29
CU08	Ouagadougou - Kombissiri - Pô - Frontière du Ghana	163,92
CU09	Frontière du Togo - Cinkassé - Tenkodogo - Koupéla	149,78
CU12	Bobo Dioulasso-Dédougou-Tougan-Ouahigouya	361,14
CU13	Ouagadougou - Boussé - Yako - Gourcy - Ouahigouya - Frontière du Mali	241,73
CU14	Ouagadougou - Ziniaré - Kaya - Dori - Frontière du Niger	320,98
CU15	Kantchari -Diapaga - Frontière du Bénin	143,8
CU20	Frontière du Bénin - Pama - Fada N'Gourma	148,21
CU22	Pâ – Dano - Diébougou - Gaoua - Frontière Côte d'Ivoire	230,49
CU23	Nadiagou - Frontière du Togo	42,26
CU25	Sakoinsé (Emb. RN01) - Koudougou - Dédougou - Nouna - Djibasso - Frontière du Mali	313,19
CU26	Ouagadougou - Sapouy - Léo - Frontière du Ghana	173,97
CU27	Bobo Dioulasso-Koundougou - Frontière du Mali	121,17
Total		3 437,24

Annexe 4: Nombre d'agrément techniques délivrés selon la catégorie

Catégories	Nouveaux		Renouvellements		Changements	
	Nombre d'agrément en 2021	Écart 2021/2020	Nombre d'agrément s en 2021	Écart 2021/2020	Nombre d'agrément s en 2021	Écart 2021/2020
Catégorie H	0	-3	0	0	0	0
Catégorie T1	0	0	0	0	0	0
Catégorie T1+H	0	0	0	0	0	0
Catégorie T2	0	-3	0	-1	0	0
Catégorie T2+H	2	-1	0	0	1	1
Catégorie T3	14	-11	2	1	1	1
Catégorie T3+H	73	2	31	29	2	-3
Catégorie T4	27	3	4	-3	1	-1
Catégorie T4+H	121	12	10	-1	13	-4
Catégorie E	23	-10	16	6	18	-6